

Coufil des ans

Bulletin de la Société historique de Bellechasse

Edgar Marquis
de Saint-Charles

15

Les écoles
de Saint-Henri

21

Le domaine
de Saint-Vallier

25

Vol. 26 - n°1 - hiver 2014 - 7\$





Conseil d'administration
 président: Jean-Pierre Lamonde 418 887-3761
 lamondej@globetrotter.net
 vice-président: Pierre Prévost 418 882-3528
 pierre.prevost@globetrotter.net
 trésorière: Gisèle Lamonde 418 887-3761
 gisele.lamonde@globetrotter.net
 secrétaire: Michel Tardif 418 882-2402
 micheltardif@rocketmail.com
 Lise Fleury-Gosselin 418 887-4087
 fleuryl@globetrotter.net
 Réjean Bilodeau 418 789-3664
 rejean.bilodeau@hotmail.ca
 Paul St-Arnaud 418 884-4128
 paulst-arnaud4@gmail.com
 Yvan De Blois 418 883-3056
 ydeblois@globetrotter.net
 Robert Tessier 418 804-0626
 tessierrobert@videotron.ca
 Claude Gignac 418 789-2990
 claudegignac@hotmail.ca

Membres d'honneur
 0006 André Beaudoin
 0008 Claude Lachance
 0016 Fernand Breton
 0019 Benoît Lacroix
 0038 Claudette Breton
 0162 Charles-Henri Bélanger
 0131 Conrad Paré
 Pierre Lefebvre

Territoire
 Armagh, Beaumont, Buckland, Honfleur, La Durantaye, Saint-Anselme, Saint-Charles, Sainte-Claire, Saint-Damien, Saint-Gervais, Saint-Henri, Saint-Lazare, Saint-Léon-de-Standon, Saint-Malachie, Saint-Michel, Saint-Nazaire, Saint-Nérée, Saint-Philémon, Saint-Raphaël, Saint-Vallier.

Responsable de la publication: Société historique de Bellechasse
Rédacteur en Chef: Jean-Claude Tardif (jc.tardif@videotron.ca)

Équipe éditoriale: Pierre Prévost, Claude Gignac, Jean-Pierre Lamonde, Yvan De Blois et Michel Tardif.

Inscription et renouvellement: Lise Gosselin

Révision des textes: Louise MacDonald

Graphisme: Julien Fontaine - julien.fontaine278@gmail.com



Couverture:
 Fenêtre encastrée dans un des murs pignons du moulin Audet à Saint-Nazaire. Fabien Jolin l'aurait construit à la fin du 19^e siècle, avec une pierre de grès prélevée à même la terre des environs.

Photo de Paul Saint-Arnaud

Cotisation annuelle: 25 \$

Adresse postale: 8, avenue Commerciale, Saint-Charles, GOR 2T0

Courriel: redaction@shbellechasse.com

Site Web: www.shbellechasse.com

Dépôt légal:
 Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2006
 ISSN D381 079
 Les textes publiés dans cette revue sont la responsabilité de leurs auteurs.

Le masculin est utilisé sans aucune discrimination et uniquement dans le but d'alléger le texte.

La rédaction se réserve le droit d'adapter les textes pour leur publication. Sauf exception, Au fil des ans est publié quatre fois l'an.

La Société historique de Bellechasse, incorporée en 1985, est membre de la Fédération des sociétés d'histoire du Québec.

Présentation

Je vous offre mon 20^e numéro. Vous y retrouverez nos fidèles collaborateurs. Alain Asselin poursuit sa chronique sur les Marquis. Cette fois il s'attarde à la famille d'Edgar Marquis de Saint-Charles. Yves Guillet complète l'histoire du domaine des Religieuses de Saint-Vallier. Pierre Prévost saura piquer la curiosité des Henriçois avec l'histoire de leurs anciennes écoles. Comme moi, vous découvrirez un personnage méconnu, malgré qu'il fut constructeur d'églises, monsieur Zéphirin Perreault. Bien sûr on ne pouvait pas ne pas revenir sur la Corrivaux avec le succès de l'exposition de sa cage au Centre des congrès de Lévis l'automne dernier.

L'événement majeur des derniers mois est la publication du magnifique livre de Paul St-Arnaud intitulé *Bellechasse au temps des seigneuries*. Je vous prédis un autre succès de librairie comme le furent les précédentes publications de votre Société historique. Si vous ne voulez pas être déçus, commandez le vôtre dès maintenant. Vous trouverez dans le présent numéro la planification des trois prochaines années. Vos commentaires et contributions seront bienvenus.

Je vous souhaite une bonne lecture et j'anticipe toujours le plaisir de vous lire un jour.

Jean-Claude Tardif
 Rédacteur en chef

Sommaire

Présentation	2
Sommaire	2
Au fil des mois	3
Zéphirin Perreault	4
La Corrivaux	10
Famille Marquis	15
Écoles de Saint-Henri	21
Domaine des Augustines	25
Buckland	28
Voyage Île-aux-Coudres	30
Projet de restauration - Croix sur la montagne de Saint-Anselme	31

Au fil des mois

Par Jean-Claude Tardif

- Le numéro de septembre 2013 du bulletin de la Société historique de la Côte-du-Sud, le Javelier, portait entièrement sur les filles du Roy sur la Côte-du-Sud. Un vrai trésor contenant une courte biographie des 36 filles, ces « mères de la nation » qui se sont installées sur le territoire. On peut se le procurer à l'adresse suivante : archsud@bellnet.ca
- À la fin du mois d'octobre 2013, Yvon Lacasse, un agriculteur de Saint-Anselme, a vu ses années d'efforts et d'innovation récompensées lorsqu'il a été intronisé au Temple de la renommée de l'agriculture du Québec. Il exploite une ferme porcine pour une 7^e génération. Il rêve maintenant de créer un musée de vieille machinerie agricole. (*Le Peuple Lévis*, 25 décembre 2013, p. 23)
- Le 23 octobre 2013, Éric Gourde nous informe que Marie-Élizabeth Turgeon, originaire de Beaumont, est en voie d'être reconnue vénérable par Rome. Il s'agit d'une étape importante dans le procès de canonisation. (*La Voix du Sud*, 23 octobre 2013, p. 5).
- Le 28 octobre, on a pu lire, dans le bulletin de la Société d'histoire de Saint-Anselme, un article sur la cycloroute, intitulé « Une histoire de train fascinante ». (*Le Tour des Ponts*, No 252, 28 octobre 2013 p. 32).
- Dans le même numéro, on trouve un reportage sur la soprano de l'endroit, Émilie Baillargeon, qui a participé à un concert commenté intitulé « Sur les traces des filles du Roy » présenté le 22 septembre au Musée de l'Amérique française. (*Le Tour des Ponts*, No 252, 28 octobre 2013, p.4).
- Le 5 novembre, nous avons reçu le message suivant d'une membre et lectrice de Sherbrooke, madame Lucille Godbout : « Félicitations pour la publication de l'histoire politique de notre comté (Bellechasse). Je relis encore aujourd'hui avec intérêt, que de souvenirs! Je me rappelle d'être allée à St-Charles voir et entendre... Maurice Duplessis! De ce qu'il y avait d'admirateurs! J'étais très jeune et je ne me souviens pas de quelle année il s'agissait (nous avions eu une permission spéciale des parents)... ». Le 15 novembre, elle ajoute : « Nous sommes partis du comté de Bellechasse, mais nous n'avons pas emporté la terre qui était sous nos pieds. Heureusement que nos enfants sont très attachés eux aussi. Ils allaient passer des vacances chaque été chez les grands-parents ».
- Le 10 novembre, la Société du patrimoine de Saint-Léon et la SHB ont présenté une conférence sur l'architecte Jean-Marie Roy, originaire de Saint-Léon et décédé récemment. Cette conférence a été donnée par Martin Dubois, auteur d'un livre sur cet architecte. C'était une belle façon de nous rappeler que cet architecte est à l'origine de la construction des bâtiments éducatifs des sœurs Notre-Dame-du Perpétuel Secours de Saint-Damien.
- Le 15 novembre, la chroniqueuse Mylène Moisan, fait un très beau reportage sur les mises à la retraite, à la suite

d'une entrevue avec un membre du CA de la Société historique de Bellechasse, monsieur Claude Gignac. (« Pis, mon Claude, prends-tu ta retraite? », dans *Le Soleil*, 15 novembre 2013, p. 6).



- Le 20 novembre, *Le Peuple Lévis* nous révélait que L'Enseignerie de Saint-Michel, propriété de Ghislain Grenier, continue d'accumuler les honneurs en décrochant un prix pour la 11^e fois à savoir le premier prix et le prix Mérite 2013 au concours annuel du congrès national de l'enseigne à Toronto. (*Le Peuple Lévis*, 20 novembre 2013, p. 27).
- Le 20 novembre, *Le Journal de Lévis* a fait état du bilan de la participation populaire à l'exposition de la cage de la Corriveau au Centre de congrès et d'exposition de Lévis. 600 curieux et mordus du patrimoine et de l'histoire se sont rendus voir cet objet muséal rendu accessible grâce à la Société d'histoire régionale de Lévis. (*Le Journal de Lévis*, 20 novembre 2013, p. 21).
- Le 27 novembre, on trouve un article de Claude Genest, historien et membre de la SHRL portant sur la commémoration du 250^e anniversaire de la mort de Marie-Joséphine Corriveau. (*Le Journal de Lévis*, 27 novembre 2013, p. 24).
- Le 28 novembre, le journaliste Jean-Marc-Salvet rapporte que 90 projets de restauration d'églises « traînent depuis des mois sur le bureau du ministre de la Culture ». (*Le Soleil*, 28 novembre 2013, p. 6).
- Le 11 décembre, *La Voix du Sud* rend compte, sous la plume de Serge Lamontagne, du lancement du livre de Paul St-Arnaud, intitulé *Bellechasse au temps des seigneuries* publié par la Société historique de Bellechasse aux Éditions GID. (*La Voix du Sud*, 11 décembre 2013, p. 3).
- Le 11 décembre, le même journaliste informe la population de la publication du calendrier Bellechasse 2014 fait à partir de photos d'amateurs portant sur la Cycloroute de Bellechasse et ses attraits.
- Le 18 décembre, *La Voix du Sud* publie un dossier sur « Nos églises en mutation » produit par Éric Gourde et Serge Lamontagne. On présente l'église de La Durantaye comme un modèle et on fait état de l'avancement des travaux dans l'église de Saint-Philémon. Un texte porte sur la conservation des cimetières. (*La Voix du sud*, 18 décembre 2013, pp. 6-7).
- Le 8 janvier 2014, Yvan De Blois a prononcé une causerie devant le Cercle de Fermières de Saint-Lazare portant sur la Société historique, son histoire, sa mission et ses réalisations.

Zéphirin Perrault, constructeur d'églises

par Pierre Prévost

La seconde moitié du XIX^e siècle a été le théâtre de grandes réalisations dans l'architecture religieuse. Maîtres d'œuvre et ouvriers remplaçaient certaines églises jugées trop petites, trop modestes ou que les flammes avaient simplement dévorées. Bellechasse, Dorchester et Lotbinière n'ont pas échappé à cette tendance et ont vu passer un entrepreneur de Deschambault qui a laissé des traces bien tangibles de son passage dans la région.

Des débuts en dents de scie

Né le 16 juillet 1834 à Deschambault, Zéphirin Perrault aurait suivi sa formation de sculpteur dans la région montréalaise. Il semble que la première œuvre d'envergure qu'il entreprend soit le décor intérieur de l'église de Saint-Prosper de Champlain, au cours de l'année 1852. En 1863, Zéphirin Perrault est de l'autre côté du fleuve où il construit l'église de Sainte-Emmélie de Lotbinière (Leclercville), une paroisse qu'on venait de détacher de Saint-Louis-de-Lotbinière. Fait inusité, les murs de cette église sont faits de briques d'argile produites à seulement quelques arpents de distance. L'église Sainte-Emmélie reflète alors le courant gothique en vogue dans l'ouest de la province, mais qui

est timidement adopté par les architectes de la région de Québec. Se marieront dans cette église, en 1906, Marie-Anne Caron et Téléphore Gagnon, parents de «la Petite Aurore».

Vers 1863-1864, Zéphirin Perrault exécute l'extérieur de l'église Sainte-Trinité de Contrecoeur ou plus vraisemblablement la façade qu'il a continuée en style roman, mais avec des contreforts, des épis et un clocher semblable à ceux qui lui seront d'usage. Le 30 août 1864, devant le notaire Martineau de Champlain, Zéphirin Perrault signe le marché de construction de l'église de Saint-François-Xavier de Batiscan à titre d'entrepreneur et d'architecte. L'église qui devait être construite en brique à feu, selon les désirs de l'évêque de Trois-Rivières, sera en pierre, car, selon l'avis de l'entrepreneur et des syndics, il n'en coûtera pas beaucoup plus cher. La construction sera de style gothique avec une flèche qui s'élancera à 150 pieds dans les airs. La monographie locale nous apprend que les murs de pierres «boutées» seront assis sur des fondations enfouies de trois à quatre pieds et déposées sur un pilotis de bon bois. L'édifice néogothique dérive, selon toute probabilité, des plans de Charles Baillairgé pour la chapelle des Sœurs de la Charité de Québec ainsi que pour les églises de Beauport, de Sainte-Marie-de-Beauce et de Saint-Patrice de Rivière-du-Loup, des œuvres datant du début de la seconde moitié du XIX^e siècle.

Perrault, qui n'a pu réaliser tout ce qui était stipulé dans son contrat à cause des dépassements de coûts, est acculé à la faillite. Pire encore, des vices de construction font leur apparition. Les entrepreneurs Alfred Giroux de Saint-Casimir et Charles Montminy de Québec s'engageront à terminer l'intérieur de l'église et à faire les réparations qui s'imposent pour rendre «étanche à l'eau et à la poudrerie» le toit et le clocher de l'édifice qui vient d'être construit. On constatera en 1888 que les murs de l'église s'affaissent à différents endroits, Alfred Giroux écrivant au curé que les fondations de bois sont pourries et en décomposition.

Au cours de ces années, Zéphirin Perrault ne chôme pas. En 1865, on lui confie à la conception de l'église Sainte-Ursule en remplacement d'une autre construite de 1840 à 1842, mais qui montre déjà des signes de faiblesse. Perrault devait fournir le bois nécessaire à la construction de la nouvelle église avant de démolir l'ancienne, mais pour des raisons économiques, l'entrepreneur récupère des matériaux pour les intégrer dans le nouveau temple. La construction traînant en longueur ne s'achève qu'en 1870. Là encore, après seulement une douzaine d'années, le bâtiment s'enfonce visiblement dans le sol argileux. Désespéré, l'évêque Louis-François Laflèche fera appel à l'expertise des frères Joseph et Georges-Félix Héroux d'Yamachiche qui prendront en charge les travaux de structure et de réfection des fondations.



L'église Sainte-Emmélie de Leclercville reflète le courant néogothique tant à l'extérieur avec ses ogives, ses contreforts, ses épis, qu'à l'intérieur par ses colonnes fasciculées, ses arcs en tiers point et sa voûte de chœur à nervures. Photo de l'auteur, 2011.



Cette photo de date incertaine nous montre l'église Saint-François-Xavier de Batiscaan avec sa façade néogothique à contreforts et épis ainsi que sa nouvelle flèche dessinée par l'architecte Ernest Denoncourt, l'originale ayant été abattue par un coup de vent le 22 mai 1945. Photo tirée de la monographie paroissiale de Batiscaan.

d'une nouvelle église à Saint-Henri-de-Lauzon. Le curé Jacques-Benjamin Grenier prépare sur papier une église monumentale un peu comme celle de Sainte-Marie-de-Beauce dessinée par Charles Baillairgé, un édifice grandiose dont rêvent plusieurs curés de campagne. Zéphirin Perrault est choisi pour entreprendre un tel édifice d'un genre nouveau dans cette région.

Le 2 juin 1869, les fabriciens autorisent le curé Grenier à retirer l'argent nécessaire pour payer l'entrepreneur Perrault. Les fondations étant prêtes à recevoir ses murs, la pierre angulaire est bénite le 22 août 1869. À la fin de cette année, les syndics rendent les comptes des ouvrages exécutés et ont versé 9 460.96 \$ à l'entrepreneur. Les travaux continuent la belle saison arrivée avec la complétion des murs, comme en témoigne l'année 1870 gravée sur une pierre du portail, mais semblent s'éterniser à en croire un protêt signifié à Perrault en 1874, directement chez lui, à Deschambault.

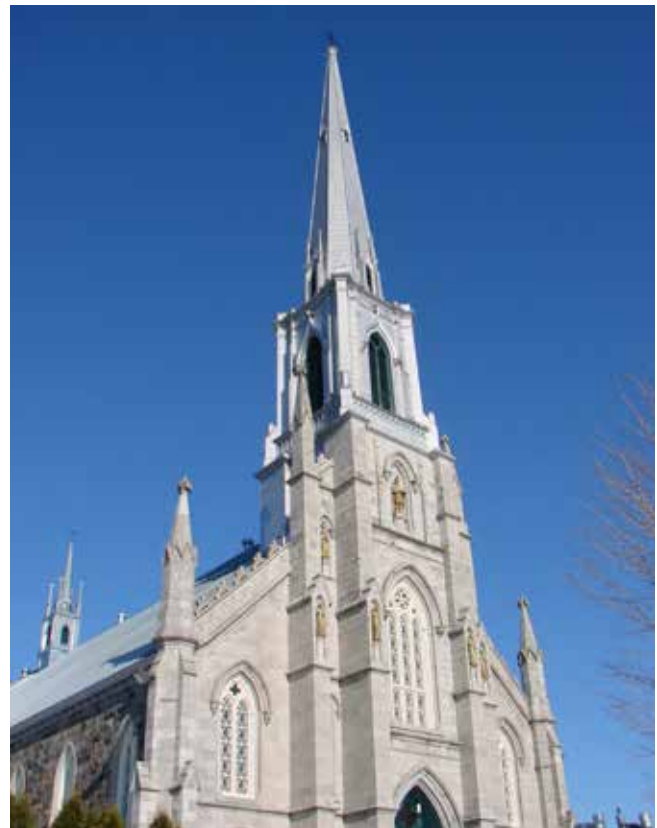
Entre temps, l'architecte Joseph-Ferdinand Peachy est venu inspecter le clocher de l'église qui ne semble pas faire l'affaire des paroissiens. Cette visite est corroborée par le *Livre des comptes I* qui affiche un montant de 6.50 \$ donné au curé pour remettre à «Monsieur Pitchez». Le 16 mai 1875, les choses s'enveniment et les syndics menacent de poursuivre Perrault s'il ne vient pas conclure les travaux dans les plus brefs délais. *Le Livre des comptes II* fait mention, en mars 1877, de l'achat de bois pour solidifier le clocher. Puis d'acomptes versés à David Gosselin, de Saint-Sauveur, pour la consolidation dudit clocher,

Entre 1866 et 1868, Zéphirin Perrault construit l'église de Saint-Barthélémy, près de Joliette, selon les plans de l'architecte, sculpteur et constructeur montréalais Victor Bourgeau. Puis c'est au tour de l'église Sainte-Genève-de-Batiscaan qu'il conçoit et construit en 1870 et 1871, une église néo-romane aux lignes sobres.

Entre-temps, Perrault réorganise la façade du couvent des Sœurs de la Charité à Deschambault et l'augmente d'un toit mansardé, lui qui avait fabriqué un autel lors de la prise de possession du couvent par les nouvelles religieuses.

Une église somptueuse

Le 23 juin 1868 a lieu l'élection des syndics pour la construction



L'église de Saint-Henri-de-Lauzon constitue une oeuvre majeure de Zéphirin Perrault. Photo de l'auteur, 2010.

une réparation rémunérée pour une somme totalisant 400.00 \$. En 1877, un montant de 560.00 \$ est versé à Ferdinand Villeneuve de Saint-Romuald pour l'exécution de la fausse voûte de l'église. Au début de juin 1879, l'église est à peu de chose près terminée. On procède à la fermeture de l'ancienne église qui est presque centenaire et Monseigneur Taschereau bénit la nouvelle le 8 juin. D'autres sommes plus importantes suivent en 1880 pour des travaux de charpenterie et de menuiserie exécutés par l'entrepreneur Joseph Gosselin.

Une autre identique

La troisième église de Nicolet, paroisse Saint-Jean-Baptiste, menaçait ruine, car ses deux tours en façade emportaient inexorablement le reste du bâtiment vers l'abîme. Ayant en mains les plans et devis, le curé Louis Théophile Fortier fait publier un appel d'offres. Le journal *Le Constitutionnel* du 3 février 1871 nous informe que le contrat de construction, au montant de 29 000 \$ a



Dessin du maître autel et d'un autel latéral soumis par Perrault pour l'église de Saint-Henri en 1872. Ce projet n'a pas été retenu. Archives des Ursulines de Québec.

été signé par l'architecte Perrault. Jumelant son chantier de Saint-Henri-de-Lauzon à celui de la paroisse Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, Perrault tente de réaliser une économie d'échelle, car les deux églises sont pratiquement identiques, suivant les plans de Charles Baillairegé. Le *Journal des Trois-Rivières* signale que la cérémonie de la bénédiction de la pierre angulaire de la nouvelle église de Nicolet a eu lieu le 2 juin 1872. À défaut de terminer les travaux de l'église de Saint-Henri, Perrault concentre ses efforts sur celle de Nicolet et termine le gros œuvre de cet «aussi bel édifice religieux» qui est béni par un froid glacial, le 2 février 1873.

Le jeudi 4 décembre 1873, une rafale de vent vient abattre la flèche du clocher sur le toit qui cède en partie sous l'impact. On tente tant bien que mal de remettre la flèche sur ses pieds, mais l'opération se solde par un échec, car elle retombe avec fracas ne laissant que des débris inutilisables. Secoué par la tragédie, le curé Fortier, déjà malade, finit par trépasser quelques mois plus tard, soit le 27 mars 1874. On répare tout de même l'édifice, mais le portail montre des signes de faiblesse, car le sol argileux ne peut le soutenir adéquatement. Le 15 août 1885, Nicolet accueille son premier évêque, Monseigneur Elphège Gravel, et l'église, colonnes nues et sans enduit intérieur, est consacrée cathédrale. Mais sa longévité est compromise, car les radiers de bois enfouis sous la base des murs de pierre se décomposent. La cathédrale s'enfoncé inexorablement dans le sol et, vers 1898, est amputée de son clocher dans le but de ralentir la détérioration. Des experts sont d'avis qu'il deviendra dangereux de réunir les fidèles



La quatrième église et première cathédrale de Nicolet ressemble à s'y méprendre à l'église de Saint-Henri. Photo datant d'avant 1898 tirée des cahiers nicolétains vol. 6, no 4, p. 216.



Sur cette photo prise vers 1896, on distingue, à partir de gauche, le couvent des Soeurs de l'Assomption, la quatrième église construite par Perrault, le premier évêché, la troisième église et l'académie des Frères. Photo tirée de tirée des cahiers nicolétains vol. 6, no 4, p. 222.

dans l'enceinte et l'évêque se résigne à faire construire une autre cathédrale même si plus de 50 000 \$ ont été engloutis dans la construction de la première.

La construction d'une seconde cathédrale est entreprise en 1896 au montant de 57 000 \$, mais le bâtiment neuf s'effondre partiellement au soir du 3 avril 1899. Comble de malchance, un incendie éclate dans l'ancienne cathédrale le 21 juin 1906, celle construite par Perrault, et se propage à la troisième cathédrale dont l'extérieur s'achevait et à d'autres bâtiments religieux, le plus grand désastre de l'histoire de Nicolet.

Encore et encore

Au printemps 1871, les syndics de Saint-Zéphirin-de-Courval confient à l'entrepreneur Perrault la construction de la nouvelle église à partir du plan de l'église de Saint-Guillaume, œuvre de Victor Bourgeau en 1859. Selon le périodique *Le Constitutionnel* du 3 avril 1871, « Monsieur Perrault, qui en est à sa vingtième entreprise du même genre, doit se mettre sous peu à l'œuvre ». La construction commencée, il semble que les travaux traînent en longueur comme en témoigne le *Journal des Trois-Rivières* du 9 mars 1874 : « Le 11 janvier dernier, les paroissiens de St-Zéphirin sont entrés dans leur belle église. Le révérend Monsieur Ricard, curé du lieu, s'est donné un trouble considérable pour hâter l'exécution des travaux. »

Le 27 avril 1872, en soirée, l'église de Saint-Gervais-et-Protas (Bellechasse) est la proie des flammes. Au cours des mois qui suivent, le curé Pascal Pouliot et ses paroissiens se débrouillent tant bien que mal avec les deux petites chapelles et le couvent des Religieuses Jésus-Marie. À l'automne, on choisit Zéphirin Perrault pour construire le nouveau temple selon les plans de l'architecte Joseph-Ferdinand Peachy. Le gros des travaux est entrepris durant l'année 1873 si bien que le 20 novembre, Monseigneur Taschereau procède à la bénédiction de la pierre angulaire du clocher alors que les murs et la charpente sont complétés. Moins d'un an plus tard, ce clocher est prêt à recevoir ses cloches qu'on bénit le 29 septembre 1874.

Entourée de paroisses qui viennent de s'offrir de nouveaux lieux de culte, Saint-Henri, Saint-Michel, Saint-Gervais, l'église de Saint-Charles fait piètre figure avec son petit clocher à lanterne qu'avait dressé André Paquet en 1842. C'est pourquoi le curé David Martineau



L'église de Saints-Gervais-et-Protas a été construite un peu au sud de l'ancienne. L'architecte Peachy ne s'est pas préoccupé de récupérer les murs calcinés d'un édifice vétuste et trop étroit mais beaucoup de pierres ont été réutilisées dans le nouvel édifice. Photo de l'auteur, 2010.



Le clocher (1874) de Saint-Charles a remplacé une structure moins élancée de type «tambour» probablement similaire à celui que Thomas Baillairgé avait dessiné pour l'église de Sainte-Claire de Dorchester et qu'on retrouve à Saint-Anselme, autre village du voisinage. Photo de l'auteur.

demande à l'architecte Zéphirin Perrault de lui dessiner un clocher à l'imitation de celui qu'avait dessiné Joseph-Ferdinand Peachy pour la vénérable église Saint-Étienne de Beaumont, autre paroisse voisine de la sienne. Il est donc résolu, le 26 avril 1874, de «faire reconstruire en neuf le clocher avec couverture en fer-blanc». Les travaux sont adjugés à David Gosselin, de Saint-Sauveur, au montant de 1050 \$. On profite de l'occasion pour en faire installer un autre plus petit au-dessus de l'abside, au coût de 350 \$, et d'y installer la petite cloche de l'ancien clocher construit par André Paquet.

Zéphirin Perrault ne fait pas que construire des églises. En 1874, il conçoit les autels latéraux de l'église La-Visitation-de-Notre-Dame de Château-Richer dont un sera transféré ultérieurement à la chapelle Saint-Achillée. En février 1875, il se voit confier l'exécution des bancs, de la voûte, des tribunes de transept, des trois autels et des améliorations de la sacristie de l'église Saint-Joseph de Deschambault, des travaux totalisant 6 790 \$. D'ailleurs, il sera responsable de la restauration de l'édifice, surtout des travaux touchant la menuiserie intérieure, jusqu'à son décès. Dans la municipalité voisine, Saint-Charles-de-Grondines, Perrault décroche un contrat de maçonnerie en 1879. Les fenêtres sont à changer et la sacristie doit être agrandie. Perrault en profite donc pour modifier les ouvertures pour accepter de nouvelles fenêtres à arc brisé. En 1886, Zéphirin Perrault conçoit les plans de l'église Saint-Alban de Portneuf et ce, gratuitement. Les travaux débutent le 6 mars 1886 sous les commandes de l'entrepreneur Onésime Naud, Perrault ne se réservant que la supervision de l'ouvrage. Le coût de construction de l'église et de sa sacristie s'élève à 20 600 \$, ce qui n'inclut pas les ouvrages intérieurs qu'exécute Alfred Giroux, fils du réputé sculpteur Raphaël Giroux (1815-1869), qui suit les plans de l'architecte Georges-Émile Tanguay, natif de Saint-Gervais faut-il préciser.

Quelques tracasseries

Avec les problèmes de fondations et d'affaissements, Zéphirin Perrault ralentit la production d'édifices religieux. Beaucoup de ses œuvres sont assises sur un sol instable et les déboires ne font qu'augmenter. On le retrouve tout de même à la tête de la municipalité de Deschambault de 1888 à 1891, mais sa réputation



Cette élégante maison de l'époque victorienne a été conçue et construite par Perrault. Elle porte le numéro civique 106, sur la rue Saint-Laurent qui n'était que le chemin du Roy.



Zéphirin Perrault s'était porté acquéreur du terrain sur lequel se dressait le moulin banal du seigneur Fleury d'Eschambault et a augmenté considérablement les installations qui servaient autrefois à moudre le grain pour en faire un atelier de sciage et d'ébénisterie.

de constructeur est entachée dans plusieurs paroisses du Québec. Cela n'empêche pas Perrault d'habiter une magnifique résidence d'influence Second Empire, maison qu'il s'est construit à l'embouchure de la rivière Belle-Isle. Ses ateliers sont d'ailleurs tout près et il possède en plus une partie de la seigneurie de Deschambault et d'autres terres dans la municipalité de Deschaillons.

Le recensement de 1891 indique que Zéphirin Perrault, au numéro de ménage 399, est âgé de 56 ans et est industriel et architecte. Son épouse Marie Fresne (27 mai 1846 - 5 janvier 1923) est alors âgée de 45 ans. Le couple n'a que deux enfants, Bernadette, 10 ans, et Aurore, 5 ans.



Tout près de la résidence se trouve un barrage de retenue, la chaussée Germain, qui obstrue la rivière Belle-Isle et nourrissait le moulin situé en aval. Photo de l'auteur, 2010.



Les ruines du moulin banal et des ateliers Perrault
Photo de l'auteur, 2010

Zéphirin Perrault décède le 12 juin 1906 à l'âge de 71 ans et 11 mois. Il repose depuis au cimetière paroissial de Deschambault où une stèle funéraire indique sa sépulture ainsi que celle de ses proches. Son épouse Marie Fresne est venue le rejoindre à l'âge de 78 ans. Leur fille cadette, Marie Anne Aurore, est décédée avant ses parents, en juin 1899, à l'âge de treize ans. L'aînée, Bernadette, aurait pris mari en la personne de Joseph-E. Paquin. Ces derniers n'auraient eu qu'un seul enfant, Alice, décédée le 4 août 1907 à l'âge de cinq mois. Reste à trouver le lien de parenté d'Eugénie Dussault et de sa fille Marguerite-Marie Bellisle qui sont inhumés auprès du constructeur et architecte.

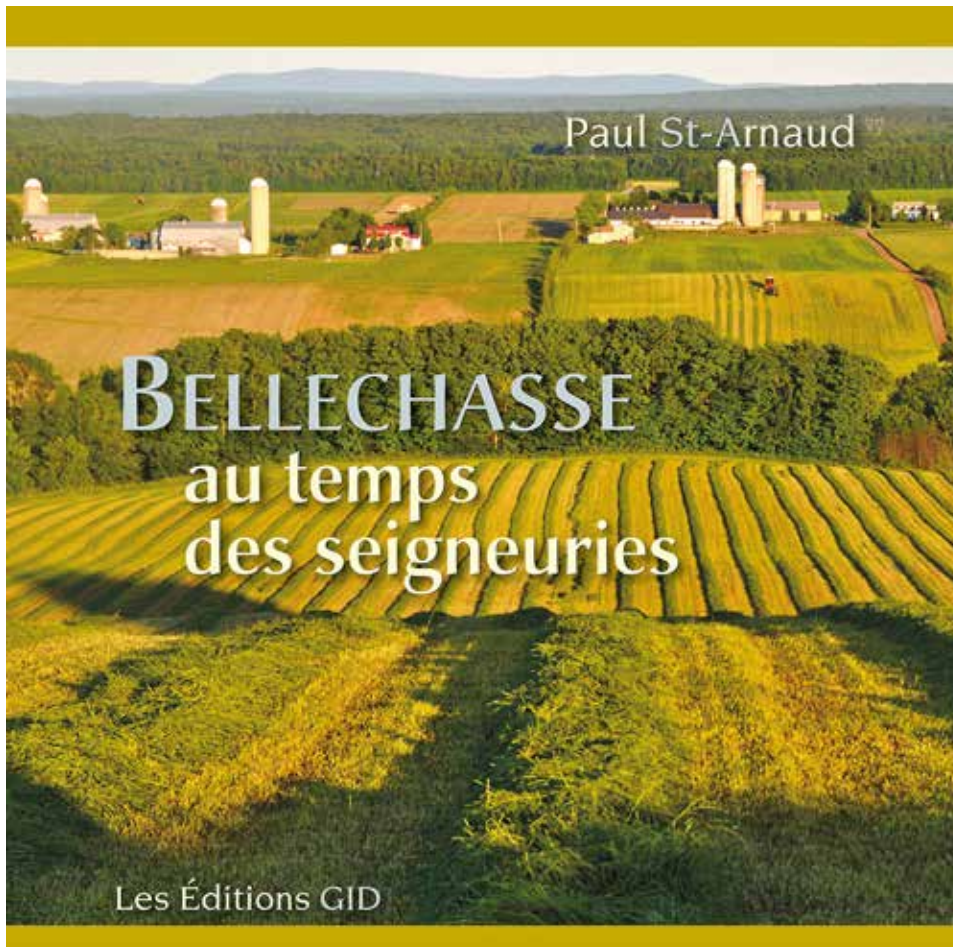


Stèle funéraire de la famille Perrault dans le cimetière de Deschambault. Photo de l'auteur, 2010.

Bibliographie partielle

- BACON, René. *Saint-Prosper de Champlain, les années de fondation, 1845-1855*, Éditions du Bien Public, 1981. Disponible sur le site our roots/nos racines.
- BELLEMARE, Joseph-Elzéar. *Histoire de Nicolet, 1669-1924, 1^{ère} partie : La seigneurie*. 1924, p. 366-368.
- BELLEMARRE, Lucien, Jacques et André. *Les débuts de Sainte-Ursule*. 2010.
- CARRIER, Joachim, Collectif sous la direction de. *St-Gervais, 1780-1980, Des Cadiens aux Gervaisiens*, Imprimerie Le Guide, 1979, p. 97-99.
- CÔTÉ, Georges, abbé. *La vieille église de Saint-Charles-Borromée*, L'Action Sociale Limitée, Québec, 1928.
- DELISLE, Luc. *La petite histoire de Deschambault (1640-1963) depuis la concession des fiefs de Chavigny et de Lachevrotière jusqu'au deux-cent cinquantième anniversaire de fondation de la paroisse*, Québec, 1963, p. 158 et 190.
- LEMAY, Joseph-Armand, et MERCIER, Robert. *Esquisse de Saint-Henri de la seigneurie de Lauzon*, Éditions Marquis, 1979, pp. 103-105, 128-129, 141-142.
- NAUD, Martin. *Saint-Alban, le pays de mes racines, la naissance de mon village 1829-1890*, 2006, à <http://www.st-alban.qc.ca/download/46969.pdf>
- RIVARD, Gérard. *Nicolet et ses cathédrales, 1885-1985*, dans *Les Cahiers nicolétains*, vol.6 no 4, déc. 1984, p. 215-238.
- *Histoire de la Paroisse Saint-François-Xavier de Batiscan, 1684-1984*, Éditions du Bien Public, 1984.
- Comité organisateur des Fêtes du 250^e de Saint-Charles-de-Bellechasse. *Saint-Charles-de-Bellechasse 1749-1999*, Imprimerie Le Laurentien, 1999, p. 73.
- *Livre Souvenir à l'occasion des fêtes du 75^e anniversaire de la fondation de St-Marc des Carrières*, 1976.
- *Programme souvenir, Centenaire 1863-1963, église Ste-Émmélie, Lotbinière*, imprimé par Armand Bernier, Deschaillons, 1963.
- *Portraits Portneuf*, brochure.
- *Résumé du plan d'urbanisme, Deschambault-Grondines*, septembre 2011.
- *Sainte-Ursule, une terre d'accueil*, à <http://www.ste-ursule.ca/pages/introduction/historiqueEglise.html>
- *Sur les traces de créateurs portneuvois*, Éditions Varia, 2009.

Bellechasse au temps des seigneuries



Vincennes, Beaumont et La Durantaye, laquelle donne finalement naissance à Saint-Michel et Saint-Vallier.

Il n'y a pas de villages en Bellechasse avant le 19^e siècle. Avant de constituer le cœur de nos villages, les églises ont constitué le cœur de nos paroisses comme églises de rang, bâties sur des terrains prélevés à même la terre d'un cultivateur. Seul lieu de peuplement à l'époque, le rang devient une façon singulière d'occuper le territoire.

La période historique couverte par ce livre est celle qu'ont connue nos ancêtres lointains. C'est le Bellechasse de nos origines, le Bellechasse d'avant les municipalités, celui d'une

La Société historique de Bellechasse vient de mettre entre les mains de ses membres et de tout Bellechasse un cinquième livre portant sur le territoire ou une partie de celui-ci.

Le premier s'appelait *Bellechasse*, On était en 2007. On ne savait pas si vous aimeriez. On l'a su et on a manqué de livres. Fin 2013, nous voilà avec *Bellechasse au temps des seigneuries*. Plusieurs l'ont acheté à l'occasion des Fêtes.

Ce livre représente 15 ans d'efforts pour son auteur Paul St-Arnaud qui a tenté de comprendre l'histoire fascinante de notre région, depuis ses origines jusqu'à l'avènement des municipalités en 1845. Il a lu, photographié, interprété et écrit.

La domestication du territoire par nos ancêtres français commence au fleuve en 1672, dans ce qui est maintenant convenu d'appeler La Plaine côtière de Bellechasse. Quatre seigneuries y sont officiellement concédées par Jean Talon : Berthier,

société traditionnelle où le moulin, alimenté par l'eau des rivières ou le vent du ciel, transforme la matière première pour que l'habitant puisse se bâtir, se vêtir et se nourrir. Le livre témoigne d'un temps où il n'y a pas d'électricité, pas d'énergie fossile utilisée, pas de moteurs, pas d'ordinateurs, pas d'Internet, pas de télévision, pas de radio, pas de téléphone, pas de télégraphe.

En nommant le territoire actuel, en lien avec ce qu'il était, le livre *Bellechasse au temps des seigneuries*, cherche à lui donner sens par la reconnaissance du travail de ceux et celles qui, à bout de bras au cours des siècles, ont mené le pays jusqu'ici.

Jean-Pierre Lamonde, président SHB

On peut encore se procurer le livre dans les bureaux municipaux de Bellechasse ou en communiquant au 418 887-3761

L'étonnante histoire de la Corrivaux et de sa cage

par Pierre Prévost

Il y a de ces contes et légendes qui ont la faveur populaire des Québécois. La chasse-galerie, le beau diable danseur, les loups-garous, les jeteuses de sorts, les feux-follets, les marques du diable, les revenants, les chevaux diaboliques et les maisons hantées vont encore flanquer quelques frousses à un auditoire attentif. 250 ans après sa pendaison, tous ou presque ont entendu le récit de la Corrivaux (elle signait ainsi son nom), un fait bien réel auquel est venue se greffer une bonne part de légende.



Photo de la cage disponible en ligne via New York Public Library sous le thème «Colonial artifacts». L'image est accompagnée du bas de vignette qu'on peut traduire par : «Gibet utilisé à Saint-Vallier près de Québec en 1763 pour le corps de Madame Dodier jugée coupable du meurtre de son mari...».

Rappel historique

Situons les événements qui ont donné naissance à la légende en janvier 1763, dans la seigneurie de Saint-Vallier, au lieu-dit «village Saint-Jean-Baptiste» (2^e rang, appelé aujourd'hui chemin d'Azur, l'endroit est à quelques arpents à l'ouest de l'échangeur 356 de l'autoroute 20).

Joseph Corrivaux avait cédé, quelques années auparavant, soit le 15 novembre 1757, une terre d'un arpent et demi de front à partir de la sienne pour que s'y installent sa fille, Marie-Josephte (ou Marie-Josèphe) et Charles Bouchard, cultivateur qu'elle avait marié à Saint-Vallier le 17 novembre 1749 alors qu'elle n'était âgée que de 16 ans, lui en avait 23. Le couple avait eu trois enfants survivants : Françoise (b. le 10 mars 1752),

Marie-Angélique (b. 6 février 1754) et Charles (b. 16 août 1757). Au printemps 1760, Bouchard est devenu malade et mourut précipitamment des fièvres putrides le 27 avril; il était âgé de 35 ans. Le 20 juillet 1761, après 15 mois de veuvage, Marie-Josephte (14 mai 1733-18 avril 1763) épousait en secondes nocces Louis-Étienne Dodier, mais quelques indices portent à croire que ce mariage en fut un de raison et ne ressemblait en rien à ceux des contes de fées.

Joseph Corrivaux vivait paisiblement avec son épouse Françoise Bolduc, et deux domestiques : leur nièce Isabelle Sylvain (b. 15 août 1733) qui tient le rôle de servante, et Zacharie Montigny qui est aux tâches agricoles. Toutefois, sa relation avec son gendre et voisin au nord-est est des plus tumultueuses et les altercations sont fréquentes. Le sujet du litige serait le partage d'une jument, mais les deux hommes n'en sont pas à leur premiers démêlés comme en témoigne un document daté du 21 avril 1762 (BAnQQ TL9P4272). Cette ordonnance défendait à Louis Dodier de maltraiter ou d'injurier Joseph Corrivaux et condamnait Dodier à payer 12 livres d'amende à verser à l'Hôpital général, une sentence qui n'allait pas améliorer la situation entre le gendre et son beau-père. Selon les dires de Joseph Corrivaux à son curé et au capitaine de milice, un grand malheur pourrait survenir. Cette pseudo confidence atteint néanmoins les oreilles du major James Abercrombie, responsable des effectifs du 78^e Régiment composé essentiellement de Highlanders d'Écosse, mais ce dernier n'en fait pas de cas.

Au petit matin du jeudi 27 janvier, Louis Dodier est trouvé mort dans son écurie, piétiné, semble-t-il par ses chevaux. La nouvelle se répand comme une traînée de poudre. L'autre voisin de Dodier (au nord-est de ce dernier), portant aussi le nom de Joseph Corriveau, part aussitôt avertir son père qui est justement capitaine de milice. Rendu à l'étable, le capitaine Jacques Corriveau voit la scène et fait avertir le curé Thomas Blondeau de venir le rencontrer chez lui. Une dizaine de témoins ayant vu l'infortuné Dodier baigner dans son sang se joignent au curé dans le but de régler cette sordide et délicate affaire. En accord avec les termes du capitaine, le prêtre rédige un rapport horodaté à 7 h alors que la matinée est pourtant bien avancée.

Les signatures du capitaine Jacques Corriveau ainsi que celle du témoin Paul Gourgues paraissent sur le rapport, les autres témoins ne savent signer : Charles Denis, Joseph La Plante, Jean D'Allaire, Michel Clavet, Jean-Baptiste La Ramée, Zacharie Montigny, Ignace La Casse et Claude Dion. Le capitaine Corriveau et son fils vont ensuite porter le rapport de coroner au major Abercrombie qui est cantonné à Berthier-en-Bas.

Ne mettant aucunement en doute le document qui suppose une mort accidentelle, le major autorise la sépulture jugeant qu'il n'y a rien à faire à part enterrer la dépouille. Les ordres du major sont pris à la lettre et on demande au citoyen Jacques Le Clerc de fabriquer rapidement un cercueil, car l'inhumation est prévue avant la tombée de la nuit. Au moment où les voisins s'apprêtaient à enchâsser le corps dans le cercueil, le citoyen Urbain Cadrin fait la remarque qu'il n'est pas chrétien d'enterrer la dépouille de Louis Dodier dans cet état. Cadrin suggère de lui nettoyer le visage ensanglanté et maculé de fumier, puis de le changer de chemise.

Averti du décès de son frère, Joseph Dodier parvient à rejoindre les lieux du drame au moment où la troupe s'apprête à transporter vers sa destination finale le corps dont la tête est enveloppée d'un linge. Outré d'une telle précipitation, Joseph Dodier ne peut qu'assister avec impuissance aux obsèques de son frère qu'on inhume, faut-il préciser, dans le sol partiellement gelé du cimetière paroissial. Le lundi 31 janvier, on procède à l'inventaire exhaustif des biens de la veuve Dodier en vue d'une vente à l'encan. Y sont mentionnés, entre autres, une terre d'un arpent et demi de front par quarante de profond dont vingt arpents sont labourés. Sur cette terre se trouvait une maison de 24 pieds environ de large sur 20 de long ainsi qu'une grange couverte en chaume de 35 pieds de long sur 25 de large à laquelle est jumelée une étable de 15 pieds sur une même largeur de 25 pieds.

Pourtant, les soupçons planent sur la cause du décès, le voisinage ayant eu connaissance des fréquentes disputes entre Dodier et son beau-père. De plus, le sergent Alexander Fraser a mentionné devant les citoyens que les blessures n'étaient pas causées par les chevaux, des bêtes qui n'étaient pas ferrées et se trouvaient à l'extérieur de l'étable lorsque les premiers témoins sont accourus chez Dodier. Bref, il y avait assez de cafouillis pour qu'une enquête soit ouverte, ce qui faisait bien l'affaire de Joseph Dodier et de ses trois sœurs qui voyaient Joseph Corrivaux d'un mauvais œil.

Le lundi 14 février, le cadavre gelé est exhumé et examiné par le médecin militaire George Fraser. Tout doute est dissipé à la vue des plaies révélées (jusqu'à quatre pouces de profond), il s'agit bien d'une mort brutale causée par contusion à l'aide d'un objet tranchant, sans doute une hachette, le cheval n'étant vraisemblablement pas la cause directe du décès. Dès lors, Joseph Corrivaux est arrêté tout comme sa fille, Marie-Josephte, qui est présumée complice. Ils sont amenés à Québec où ils sont détenus à la redoute royale en attendant la tenue de leur procès devant un tribunal militaire.

Premier procès

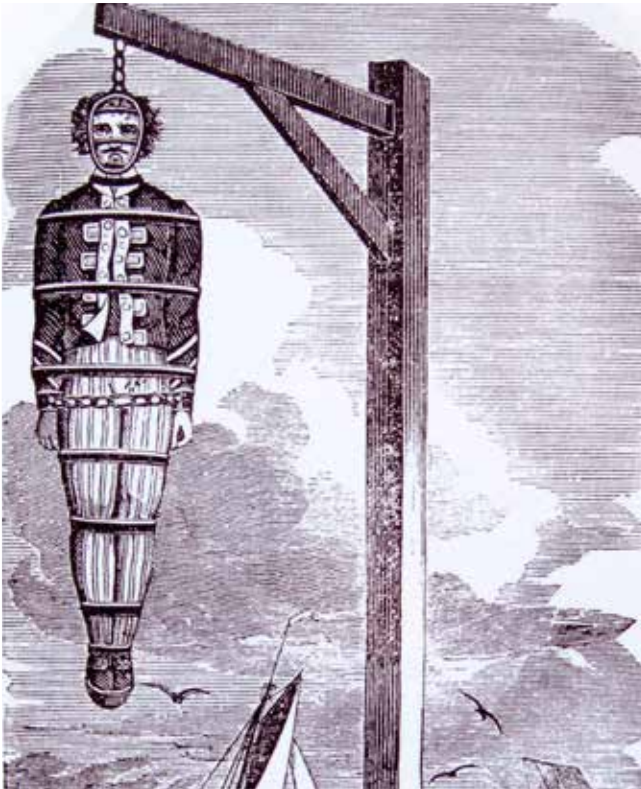
Le procès en cour martiale a lieu le mardi 29 mars sous la présidence du lieutenant-colonel Roger Morris, Hector-Théophile Cramahé étant le procureur de la Couronne

et Jean-Antoine Saillant défendait les accusés. Pour la cause, la cour de justice est logée dans une salle de l'aile de la Sainte-Famille du monastère des Ursulines. Ce premier procès s'interrompt aux jours saints, puis se poursuit jusqu'au mercredi 6 avril, journée lors de laquelle le tribunal tient Joseph Corrivaux coupable du meurtre de son gendre. Ce jugement est ratifié le samedi 9 avril par le gouverneur James Murray. L'accusé est condamné à la pendaison, tandis que Marie-Josephte, complice de l'homicide, devra être marquée au fer rouge d'un «M» à la main gauche pour «Murder» (meurtre) et à être fouettée de soixante coups de fouet à neuf lanières sur le dos nu, et ce en trois endroits publics : vingt coups sous l'échafaud, vingt coups à la place du marché de Québec, puis les vingt derniers à Saint-Vallier. Plutôt simple d'esprit, la servante Isabelle Sylvain n'échappe pas aux foudres du tribunal et est condamnée à être fouettée de la même façon, mais de seulement 10 coups de fouet à chaque endroit, puis à être marquée au fer à la main gauche par un «P» pour «Perjury» (parjure).

L'ordre d'exécution des sentences est transmis au major Campbell le dimanche 10 avril, mais devient invalide grâce à l'aveu de Joseph Corrivaux. Le condamné vient tout juste d'avouer à son confesseur, le Père Auguste de Glapion, alors supérieur général des Jésuites du Canada, qu'il n'est pas le meurtrier de Louis Dodier et qu'il a voulu prendre le blâme pour sauver sa fille. La coupable serait donc Marie-Josephte. Le confesseur Glapion aurait alors incité Joseph Corriveau à en informer les autorités qui ordonnent un second procès incriminant la veuve Dodier.

Second procès et châtement

Ce second procès, plus expéditif, s'amorce le vendredi 15 avril 1763. Les douze officiers du jury se réunissent à nouveau pour établir la destinée de Marie-Josephte Corrivaux qui est accusée de «petite trahison», c'est-à-dire d'avoir tué son mari. Selon ses aveux, l'accusée aurait assassiné son mari dans son sommeil avec une hachette en réponse aux mauvais traitements qu'il lui infligeait. Suite à cette révélation, les jurés sont unanimes : Marie-Josephte est coupable de meurtre. Le jour même, l'infortunée est condamnée à mort par pendaison et à être «hanged in chains», c'est-à-dire emprisonnée aux chaînes et fers cerclés puis suspendue indéfiniment au lieu choisi par le gouverneur Murray. Cette coutume médiévale, alors inconnue en Nouvelle-France, est alors assez courante en Grande-Bretagne où on suspendait le cadavre enchaîné d'un mécréant en un point élevé et bien en vue pour en faire un exemple public. Le condamné était ainsi la proie des charognards et offrait aux passants un odieux spectacle qui pouvait se prolonger plusieurs années, voire quelques décennies, grâce à l'application de goudron qui ralentissait le processus de déperissement du cadavre et lui donnait un air d'autant plus macabre. Il faudra attendre le 25 juillet 1834 pour que le parlement britannique mette définitivement un terme à la coutume moyenâgeuse de pendre en cage des criminels.



Gravure montrant le corps du capitaine William Kidd exposé sur le rivage de la Tamise (Angleterre) en 1701.



Réplique du cadavre d'Edward Jordan exécuté à Halifax en 1809 pour piraterie. Jordan a été suspendu à la pointe sud d'Halifax, à l'entrée du port, bien à vue de ceux qui voudraient imiter son comportement. Hall du Maritime Museum of the Atlantic, photo de l'auteur, 2013.

Le lundi 18 avril 1763, la frêle Marie-Josephte est transportée du monastère des Ursulines jusqu'aux buttes à Nepveu, nom donné aux hauteurs qui se situaient sur la terre ayant appartenu à Jean Nepveu (aux environs de l'église Saint-Cœur-de-Marie sur Grande-Allée). Thomas Mills, major de la ville, est en charge de l'exécution publique. Le bourreau John Fleeming enserre finalement le cou de l'infâme veuve Dodier par une corde retenue à l'échafaud. Au signe du major, il laisse la condamnée s'effondrer sous son poids, les pieds dans le vide, jusqu'à ce que le corps n'ait plus signe de vie.

La défunte est ensuite installée dans un exosquelette métallique formé de sangles de fers rivetées. Le forgeron Richard Dee a reçu cinq livres pour la confection de cette insolite geôle, somme honorée par le gouverneur. Le cadavre emprisonné et encore tiède est ensuite transporté sous bonne garde, opération dirigée par le colonel Archibald Campbell, jusqu'au quai de la basse ville pour être acheminé sur la rive opposée. L'eau est glaciale et les rives sont jonchées de glaces. Traditionnellement, la cage devait être transportée au lieu du crime, mais l'endroit n'étant guère achalandé réduit considérablement l'effet dissuasif de l'exposition publique ou «gibbetting» de la veuve Dodier.

Le gouverneur Murray avait vraisemblablement décidé de faire accrocher la cage au cœur de Saint-Vallier, près de l'église. Face au mécontentement et au désarroi des paroissiens de Saint-Philippe-et-Saint-Jacques, la cage est finalement installée à Pointe-Lévy, à l'intersection du chemin du Roy et d'un sentier qui descend vers la Traverse. La cage y aurait été accrochée à une potence environ trois semaines, soit une durée totale d'environ cinq semaines depuis la condamnation.

Pendant ces péripéties, Jean-Baptiste Carrier, capitaine de milice de Pointe-Lévy, avait reçu l'ordre du gouverneur, le mardi 19 avril, de faire publier par trois dimanches consécutifs un avis d'absolution gracieux à Joseph Corrivaux et Isabelle Sylvain. Le 25 mai, James Murray vient d'apprendre la signature du Traité de Paris et qu'ainsi la France renonce à sa colonie d'Amérique septentrionale.

Le gouverneur de Québec change drastiquement ses comportements martiaux et indique dès lors au capitaine de milice de Pointe-Lévy d'ôter la veuve Dodier de la potence et de l'enterrer où bon lui semblera. Les citoyens des alentours, à commencer par Jean-Baptiste Carrier, sont soulagés de cette décision qui met fin à l'exposition de cette sordide et épouvantable cage.

Naturellement, le capitaine Carrier se serait entouré, dans les instants qui suivent, d'une petite équipe pour déplacer l'objet macabre et l'enterrer au cimetière paroissial de Saint-Joseph, à l'écart des autres paroissiens de «bonne vie».

Une attraction de cirque

Au printemps 1849, sous le règne du curé Joseph-



Aquarelle montrant Saint-Joseph-de-Lauzon au temps de la découverte de la cage. Artiste inconnu, BAC.

David Déziel, deux fossoyeurs creusent une tranchée aux confins du cimetière et trouvent fortuitement d'étranges morceaux de fer rongés par la rouille. L'église du temps de la Conquête et de l'«affaire de la veuve Dodier», celle construite en 1675, avait été détruite par le feu en 1830 et on en avait reconstruit une autre juste à côté des ruines selon les plans et directives de l'architecte Thomas Baillairgé. Ainsi, on ne pouvait savoir où exactement était enterrée la tristement célèbre Corrivaux. Après 85 années de dormance dans le sol humide, la cage est exhumée, mais, de la malheureuse, il ne reste que l'os d'une jambe. L'étrange ferraille est rangée pour un temps dans la sacristie de l'église et suscite néanmoins la convoitise d'amateurs de curiosités. Pour satisfaire les desseins d'un certain Angers, l'objet disparaît du lieu de culte.

Dans la première semaine d'août 1851, la curieuse «cage de la femme Dodier» est exhibée à Montréal chez un dénommé Leclerc qui a pignon sur rue vis-à-vis le marché Bonsecours. Les détails macabres sur la mort de son dernier mari accompagnent la visite de l'artéfact. La réponse de Québec ne se fait pas attendre, car l'édition du 11 août du journal *Le Canadien* rapporte le scandaleux vol sacrilège de la cage de la veuve Dodier. L'article se termine par le retour au bercail de la geôle de fer. Inopinément, l'objet en question se retrouve exposé dans la côte du Palais, chez un dénommé Hall. Les badauds peuvent la regarder moyennant un déboursé de quinze sous, une somme équivalent à peu près à 5 \$ d'aujourd'hui.

Puis la cage de fer traverse la frontière pour se retrouver à New York. Certaines sources la situent dans la salle No 11 du deuxième étage du Peale's Museum au 252, Broadway, un édifice surnommé le «Parthénon». Tout comme son rival Scudder's Museum, racheté

par P. T. Barnum en 1841, on y retrouve des tas de curiosités provenant du monde entier. D'autres auteurs mentionnent que la cage est passée aux mains de l'imposant cirque P. T. Barnum. Dans son article publié dans l'édition du 24 février 1885 du journal *La Patrie* et intitulé «Une relique, la Corriveau», le poète Louis Fréchette précise même qu'il était mentionné au-dessus du présentoir de la cage installée au musée de Barnum : «*From Quebec*». Malheureusement, les galeries de curiosités des cirques ne sont pas à l'abri du feu et la cage aurait pu être éprouvée ou perdue dans les incendies de 1865 ou 1868 du grand musée Barnum de New York.

Ravagée ou pas par les flammes, la cage s'est retrouvée au Boston Museum situé sur Tremont Street. En 1899, une partie de la collection du musée est dispersée. Grâce à la générosité de l'avocat philanthrope David P. Kimball, l'objet macabre est donné à l'Essex Institute de Salem qui l'expose conformément à la thématique des «Sorciers de Salem», d'innocentes victimes accusées de sorcellerie en 1692. Pour commémorer un autre épisode sanguinaire, un couteau de guillotinaire ayant servi durant la Révolution française accompagne la cage de la sorcière de Québec qui a assassiné son mari.

En 1992, l'Essex Institute fusionne avec le Peabody Museum of Salem. Il en résulte le Peabody Essex Institute, un musée dont la vocation artistique annonce l'élégance des curiosités de ses collections. La sordide cage est entreposée dans ses réserves.

Rapatriement

À l'automne 2011, une équipe de la Société d'histoire régionale de Lévis retrace l'artéfact qui a servi à l'exhibition du cadavre de Marie-Joseph Corrivaux.



Le Boston Museum à la fin du 19^e siècle. Source Internet.

En décembre 2011, Claudia Mendez et Manon Pelletier, deux membres du conseil d'administration de la SHRL, se rendent au Peabody Essex Museum de Salem, non loin de Boston. L'objet, fascinant, est sorti de sa boîte, photographié et mesuré. Il n'attend qu'à être rapatrié

moyennant certaines conditions. Le 7 août 2012, une dizaine d'intervenants se rencontrent au local de la SHRL pour discuter du cas de la cage. La fébrilité et les bons conseils sont de la partie, elle rentrera bientôt au bercail cette cage deux fois et demie centenaire.

Bibliographie

- CORRIVEAU, Dave, et FERLAND, Catherine. *La cage de la Corriveau ou petite histoire du gibet*, 2013. Court métrage en ligne à : <http://www.youtube.com/watch?v=et2LJ-eXJdo>
- CORRIVEAU, Dave, et FERLAND, Catherine. *Louis Fréchette et la cage de la Corriveau*, 2013. Court métrage en ligne à : http://www.youtube.com/watch?v=YIkV9xK5W_E
- CORRIVEAU, Jean-Marc, *Josephite Corriveau-Dodier «La Corriveau» 1733-1763, une énigme non résolue* dans bulletin *Au Fil des Ans* Vol. 3 No. 4, automne 1991.
- COUTURE, Vincent, *L'emplacement de la cage (ou gibet) de la Corriveau* dans bulletin *La Seigneurie de Lauzon* No. 128, printemps 2013.
- DESCHÊNES, Gaston, et MAURIS, Pierrette. *Contes et légendes de la Côte-du-Sud*, Les éditions du Septentrion, Québec, 2013.
- GUILBAULT, Nicole. *Il était cent fois La Corriveau*, Nuit Blanche éditeur, Québec, 1995.
- LACOURCIÈRE, Luc, *Le triple destin de Marie-Josephite Corriveau (1733-1763)*
- MÉNDEZ, Claudia, *La cage de la Corriveau* dans bulletin *La Seigneurie de Lauzon* No. 124, hiver 2012.
- PRÉVOST, Raymond, *Le procès de la Corriveau*, notes manuscrites, mai 1940.
- ROY, Yvan-M. *Le 18 avril 1763, Marie-Josephite Corriveau entre dans la légende* dans bulletin *La Seigneurie de Lauzon* No. 128, printemps 2013.
- Édition du journal *New York Times* du 14 juillet 1865, articles sur l'incendie du cirque Barnum, en ligne à : <http://www.nytimes.com/1865/07/14/news/disastrous-fire-total-destruction-barnum-s-american-museum-nine-other-buildings.html>

La famille d'Edgar Marquis¹

par Alain Asselin

Les ancêtres

Le 9 novembre 1688, Marc-Antoine Canac dit Marquis, originaire de Lacaune du diocèse de Castres, département du Tarn de la région Midi-Pyrénées, épouse Jeanne Nourice à Sainte-Famille-de-l'Île-d'Orléans. On y retrouve aussi le premier ancêtre Asselin. Comme pour l'ancêtre de la famille d'Adélarde Asselin, l'ancêtre Marquis a constitué une des 254 familles souches à l'Île d'Orléans. Ces familles sont énumérées sur un tableau commémoratif au parc des Ancêtres à Sainte-Famille.

C'est donc le début en Nouvelle-France de la lignée des Marquis qui aboutit en 1894 à la naissance d'Edgar Marquis, mon grand-père maternel. L'ascendance d'Edgar est présentée au tableau suivant. Selon une explication, le nom Marquis est un diminutif de Marc. Le nom Marquis s'est trouvé associé à l'ancêtre Canac. La terre ancestrale des Marquis est située au 4466, chemin Royal à Sainte-Famille.

La 5^e génération de la lignée d'Edgar migre de la rive nord vers la rive sud du Saint-Laurent pour les mariages. En comparaison avec la lignée de son épouse Éva Lacroix, tous les mariages des Lacroix, sauf le premier, ont été célébrés sur la rive sud, soit à Beaumont, Saint-Michel et Saint-Charles. La 4^e génération de la lignée d'Adélarde Asselin migra de la rive nord vers le sud pour les mariages. Ce fut aussi le cas pour la 3^e génération de la lignée d'Auxilia Boucher. La dénomination Canac dit Marquis est encore présente dans les registres des années 1800. Voici quelques notes d'archives sur les deux premiers ancêtres Marquis.

Ancêtre 1, Marc-Antoine. Son épouse, Jeanne Nourice, est la fille de Marin Nourice de Sainte-Famille. Marin y possède une terre à l'extrémité est du village. Celle-ci est répertoriée sur la carte de l'Île datant de 1689.

Ancêtre 2, Joseph. Le 21 mars 1763, une tutelle est rédigée pour les enfants mineurs de feu Joseph Canac et de Marie-Madeleine Drouin. Joseph

Canac était habitant de Sainte-Famille-de-l'Île-d'Orléans.

Les parents d'Edgar : Pierre-Alexandre Marquis (1869-1957) et Edwidge Dion (1871-1954)



Comme l'information sur Edwidge Dion est bien détaillée dans le travail de Roland Couture, F.I.C., « François Dion et ses descendants », nous limitons aux enfants de Pierre-Alexandre Marquis, surnommé « Pit », décédé, le 13 janvier 1957, à l'âge de 87 ans et six mois. Il est né en 1869 et a exercé le métier de boucher à Saint-Gervais et à Saint-Charles. Il fait aussi le commerce de la glace qui se vend pour quelques sous le morceau (environ cinq sous à la fin des années 1930). « Pit » et Edwidge sont demeurés à trois endroits différents à Saint-Charles. Le 8 décembre 1919, il achète le site de ce qui deviendra la boucherie Laval Marquis Inc. En 1930, il vend son établissement à son fils Charles. Par la suite, « Pit » continue son commerce de la glace. Sa dernière maison est présentement située sur le site du restaurant Bleu Citron au 2713, de l'avenue Royale. Adjacent à l'est de cette maison, coule un ruisseau dont les eaux se dirigent vers la rivière Boyer. Un barrage fait de ce ruisseau un étang qui était utilisé comme patinoire. A l'époque, la maison des Marquis était une maison à deux étages avec une cuisine d'été

Ancêtres	Date du mariage	Lieu du mariage
1. Marc-Antoine, Jeanne Nourice	9 juin 1688	Sainte-Famille
2. Joseph, Madeleine Drouin	13 février 1730	Sainte-Famille
3. Pierre, Geneviève Leclerc	9 novembre 1767	Saint-Pierre
4. Charles, Charlotte Rhéaume	23 janvier 1798	Château-Richer
5. Joseph, Marguerite Pouliot	17 janvier 1820	Saint-Gervais
6. Joseph, M.Zoé Boissonneault	5 juillet 1842	Saint-François
7. Pierre, Elise Racine	31 juillet 1866	Lauzon
8. P.-Alexandre, Edwidge Dion	2 février 1892	Saint-Gervais
9. Edgar, Éva Lacroix	13 juillet 1914	Saint-Charles

¹ Tiré de *Les empreintes des familles Asselin, Boucher, Marquis et Lacroix en Bellechasse (4^e partie)*

du côté est. La cuisine d'été et le second étage sont disparus. Le restaurant a cependant conservé certaines structures d'antan.

Cette dernière maison de « Pit » et Edwidge est localisée du côté nord de la rue principale tout comme la maison de Joseph Lacroix et Anastasie Asselin au 2863 et 2863A, avenue Royale et celle d'Adélard Asselin et Auxilia Boucher au 2865, avenue Royale. Cette localisation permet l'ensoleillement du midi sur l'entrée principale de la maison qui fait face au sud. De plus, ces maisons ne sont pas parallèles au chemin. Elles sont orientées de façon oblique pour optimiser l'ensoleillement. La maison d'Adélard Asselin et d' Auxilia Boucher sur la ferme du rang du Bas du Nord a aussi la même orientation et elle est située du côté nord de la route. L'adresse actuelle est 3453, rang Nord-Est.

« Pit » est une personne plutôt sévère, Edwidge, plus affable, est une excellente cuisinière. Paul, un de leurs fils, prit soin de ses parents à la maison pendant la dernière période de leur vie. Alexandre Marquis et Edwidge Dion se sont mariés, le 2 février 1892 à Saint-Gervais. Alexandre est commerçant au moment du mariage. Ses parents sont Pierre Marquis, cultivateur, et Élise Racine de Saint-Gervais. Edwidge est la fille mineure de François Dion et de feu Symphorose Côté, aussi de cette paroisse.

La descendance des parents d'Edgar



1. (Louis Joseph) **Edgar** (1894-1979), fils d'un boucher qui génère quatre bouchers.

Edgar est né, le 28 mars 1894, à Saint-Gervais. Il est baptisé Louis Joseph Edgar par le curé Richard, le 30 mars 1894. Son parrain est Joseph Marquis et sa marraine est

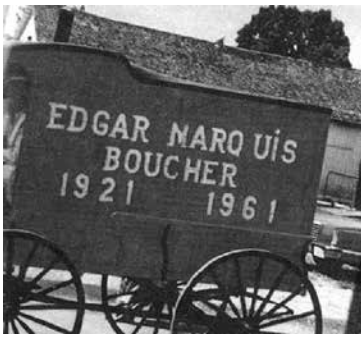
son épouse Victoria Paré. Son père Alexandre est boucher à Saint-Gervais. Alexandre et les parrains ont signé le registre. Le 13 juillet 1914 à Saint-Charles, il épouse Éva Lacroix, la fille de Joseph Lacroix et Anastasie Asselin. Peu après leur mariage, ils partent vers la Saskatchewan à la recherche de travail. Ils travaillent comme aides fermiers sur la ferme d'un propriétaire probablement irlandais. Ils sont accompagnés de Valère Asselin, le frère d'Anastasie, la mère d'Éva. Edgar travaille sur une grosse machine à labourer activée au charbon. Ils sont peu payés et la nourriture est déficiente en quantité et en qualité. Éva doit même se résigner à voler des œufs pour manger décemment. Elle fait aussi le trappage de chiens de prairie pour obtenir un revenu supplémentaire en vendant les peaux.

Edgar ne semble pas apprécier particulièrement la nourriture. Il avait ses préférences culinaires bien déterminées. Par exemple, il n'aime pas le poisson. Il dit que c'est de la nourriture pour les chats. Éva cuisine éventuellement pour les employés. Elle fait la livraison aux champs à cheval sans selle. Ils quittent l'Ouest à cause de la rémunération insuffisante et de diverses difficultés d'adaptation.

Ils se dirigent à Springfield où Edgar travaille à la grosse usine d'armements (Armory). Éva travaille aussi à l'occasion pour des familles aisées. Plus tard à son retour, Edgar a souvent fait allusion au fait qu'il devait « aiguiser des baïonnettes ». Selon ce dernier, cette tâche semblait avoir affecté sa santé respiratoire. Il disait aussi qu'il allait de temps à autre à la plage. Edgar a peut-être été attiré vers le Massachusetts par trois frères et une sœur d'Anastasie Asselin qui s'étaient mariés en sol américain entre 1892 et 1911. Valère Asselin qui les accompagnait s'était aussi marié à Lowell, le 27 février 1911. Edgar a acquis au Massachusetts un certain intérêt pour le baseball.

Au retour, Edgar s'installe à Saint-Damien où naissent Roger (17-03-1919) et Irène (23-04-1921). Edgar y est boucher et Éva l'assiste régulièrement, comme elle le fait d'ailleurs très efficacement pendant toute sa vie. Edgar fait aussi office de conducteur pour le médecin du village, le docteur Piuze. Éva n'hésite pas à visiter sa famille à Saint-Charles en faisant seule le voyage avec l'énergique jument « Masco ». À peu près trois mois après la naissance d'Irène, la jeune famille déménage à l'été 1921 à La Durantaye qui est un nouveau village depuis 1910. Edgar a sa boutique de boucher au sous-sol chez Émile Bolduc à l'extrémité est du village. Monsieur Bolduc est le forgeron et maréchal-ferrant du village. Doris est la première à naître à La Durantaye, le 21 novembre 1923. Dans son cas, ce fut à la maison des Bolduc.

La famille déménage ensuite au pied de l'actuelle rue l'Heureux où Robert (09-01-1926) et Georgette (08-04-1928) y voient le jour. On déménage alors sur la falaise dans la nouvelle maison qui sera celle de toute la carrière active d'Edgar. Sur ce site naissent Jeannine (18-01-1930), Réjeanne (15-10-1932), Richard (07-11-1934) et André (01-06-1937). Jeannine a été mairesse de Saint-Raphaël (1978-1993) et préfet de la MRC Bellechasse (1988-1994). On retrouve une plaque commémorative à la Bibliothèque de Saint-Raphaël qui porte le nom Bibliothèque Jeannine-Marquis-Garant. Jeannine est décédée accidentellement après l'affaissement d'une branche d'arbre, le 13 août 2001, alors qu'elle combattait une récurrence de cancer. Afin de ne pas trop alourdir le texte, le lecteur pourra consulter l'ouvrage de Roland Couture pour les détails des mariages des neuf enfants d'Edgar et Éva. Cet ouvrage contient aussi une liste à jour



(jusqu'en 1994) des descendants des neuf enfants. D'autres renseignements complémentaires se trouvent en plus dans le livre commémorant le 100^e anniversaire de La Durantaye.

Edgar est boucher à La Durantaye entre 1921 et 1961. Les quatre fils d'Edgar suivent ses traces. André, le cadet, assume en 1961, la relève de la boucherie à La Durantaye. Roger, Robert et Richard exercent leur métier ailleurs. Edgar ne se contente pas de vendre de la viande. Il achète des animaux, les élève, les abat et vend aussi divers produits dérivés, dont le savon du pays. Edgar achète une terre dans Maska qui est très riche en aulnes. Ses amis se moquent de son acquisition en disant qu'il a acheté une « poudrière » plutôt qu'une terre fertile. Le terme « poudrière » était utilisé parce que le charbon de bois d'aulne servait d'ingrédient dans la poudre à fusil. Cette terre est aujourd'hui la propriété de son fils André. Edgar a terminé ses jours dans un centre d'hébergement à Saint-Raphaël. Il est décédé, le 10 août 1979, à 85 ans. Il est inhumé au cimetière de La Durantaye près de son épouse Éva, décédée du cancer quinze ans auparavant, à 68 ans.

Irène, la fille aînée d'Edgar, épouse Philippe Breton (1915-2009) dont la mère, Aurélie Asselin, est une cousine d'Adélarde Asselin. Comme son père, Philippe est trappeur, chasseur, pêcheur et un excellent cueilleur de petits fruits. Cet amant de la nature a de très bonnes connaissances des plantes et de leurs utilisations médicinales traditionnelles. À l'annexe 11², on retrouve des informations de Philippe sur certaines plantes et leurs utilisations telles que recueillies par Alain Asselin en 1968. On y retrouve aussi l'état actuel des connaissances

partagées par son épouse et ses douze enfants. Jérémie Breton, le père de Philippe, a travaillé dans une tannerie et il était un excellent « coureur des bois ». Il a transmis ses connaissances à son fils. Jérémie et Philippe ont toujours vécu à La Durantaye.

Des informations du même genre ont aussi été recueillies pour la famille de Réjeanne Marquis et Arthur Labonté. Ces informations provenaient surtout des parents d'Arthur. Ces informations sont à l'annexe 12³. Les six enfants de Réjeanne et Arthur ont été consultés à ce sujet. Enfin, d'autres informations sur les plantes utiles et les remèdes traditionnels ont été obtenues de mesdames Aimé Dubé et Cyrille Tanguay qui ont travaillé comme ménagères et accompagnatrices d'Edgar Marquis après le décès de son épouse. Nous avons aussi recueilli certaines connaissances traditionnelles de monsieur Adrien Breton de La Durantaye. Ces informations sont présentées à l'annexe 13⁴.

Edgar soignait plusieurs maladies animales et humaines avec la fameuse « rosine » qui est un mélange de résine de pin et de graisse (suif) de porc ou d'un autre animal. La résine était aussi utilisée dans sa recette de savon du pays. Plusieurs personnes ont bénéficié du fameux traitement à la « rosine » qui était surtout efficace pour les blessures de peau difficiles à guérir. Edgar a longtemps utilisé la glace de l'étang de La Durantaye et celle du lac aux Canards comme réfrigérant avant l'apparition des réfrigérateurs vers 1948. Les blocs de glace étaient conservés à l'aide du bran de scie. En plus d'être un boucher grandement respectueux de la propreté, il est aussi un excellent marchand d'animaux de boucherie. Comme son épouse Éva, il adore les chiens, les chevaux et les animaux en général.

2. **Roch** (Misaël) (1895-1977) s'installe à Shawinigan et adopte deux enfants. Roch est né et baptisé par le curé Richard, le 21 avril 1895, à Saint-Gervais. Ses parrain et



Les neuf enfants d'Edgar étaient à l'occasion surnommés les « Ti-Canac » ou les « Canac ». Curieusement, ce terme est associé à leurs ancêtres.

2, 3 et 4 Ces textes seront publiés dans un prochain numéro du bulletin

marraine sont Napoléon Marquis et Élise Marquis qui ont signé le registre. Son père Alexandre est boucher. A 36 ans, il épouse Léontine Labrecque à Saint-Charles, le 1^{er} juillet 1931. Roch s'installe à Shawinigan et adopte Madeleine (25-07-1934) et Jean-Roch (26-12-1937). Ce dernier, célibataire, est décédé accidentellement en automobile, le 9 mai 1958 à l'âge de 21 ans et cinq mois. Madeleine épouse le 5 août 1961 Lionel Veillet. Madeleine et Lionel sont décédés sans descendance. Roch est contremaître pour la « Shawinigan Engineering » de la compagnie hydroélectrique « Shawinigan Water and Power Company ». Son frère Edgar est très fier de souligner son travail. Roch décède le 24 juillet 1977 à 82 ans.

3. Marie-Blanche Henriette (1896-1896)



Marie-Blanche est née, le 31 mai 1896 et baptisée le 1^{er} juin par le curé à Saint-Gervais. Ses parrains sont François Dion et Martine Audet, grands-parents maternels qui

ont su signer le registre. Il est possible que cette Marie-Blanche Henriette ait été aussi identifiée « Mary », décédée en bas âge en 1896.

4. (Malvina Symphorose) Marie devenue Mary (1897-1951)

Mary, née le 14 septembre 1897 à Saint-Gervais, est baptisée le même jour par un prêtre du Séminaire de Québec. Ses parrains sont Alphonse Dion et Malvina Labrecque, oncle et tante maternels. Mary, établie à Springfield, y est décédée le 10 décembre 1951. Elle épouse Onésiphore Martineau, le 10 janvier 1916, à Saint-Charles. Après un séjour dans ce village, ils s'installent à Springfield au Massachusetts. Onésiphore y a œuvré dans les métiers de la construction domiciliaire. Il est décédé, le 31 mai 1948 à Springfield. Il était né le 28 juillet 1892.

Les trois enfants de Mary et Onésiphore vivront au Massachusetts. Les deux premiers sont nés à Saint-Charles. Lorraine est possiblement née au Massachusetts.

a) (Agnès) Gisèle, née le 5 juillet 1917 à Saint-Charles, épouse le 12 février 1955 Léopold A. Dutremble à Chicopee dans la paroisse de l'Assomption.

b) Jean-Paul (Adjutor) (2 novembre 1919 - 7 février 1982) épouse le 10 août 1946 Lucile Frénilot à Montpellier au sud de la France. Jean-Paul est un vétéran de la Deuxième Guerre mondiale et il a servi en Afrique du Nord, Italie, Allemagne

et France. Jean-Paul et Lucile adoptent une fille, Dawn M. Après la guerre, Jean-Paul œuvre dans la construction industrielle et son épouse est enseignante de littérature française.

c) Lorraine, née le 2 mars 1923, épouse le 3 octobre 1948 Francis Pion à Springfield dans la paroisse Saint-Thomas-d'Aquin. Ils vivent à Chicopee et ont quatre enfants, tous mariés et résidents au Massachusetts : Martin Jules, Robert Francis, Francine Thérèse et Lawrence George.

En 1943, ma mère Doris Marquis et son oncle Arthur Lacroix visitent la tante Mary à Springfield. Selon Doris, la tante Mary demeure alors sur la rue Armory à Springfield. Elle est très perfectionniste en disposant les vêtements sur la corde à linge avec une précision mathématique. Elle conserve les eaux de cuisson des pommes de terre et des légumes et les utilise comme bouillons. Elle tient à laver elle-même sa vaisselle selon sa propre méthode. Après deux lavages et un rinçage, la vaisselle sèche sans être essuyée. Sa maison est évidemment resplendissante.

5. (Jean) Charles (1899-1981), devient boucher comme Edgar



Charles, né le 6 juin 1899 à Saint-Gervais, est baptisé le lendemain par le curé Lessard. Ses parrains sont Louis-Philippe Thibault et son épouse Virginie Racine. Louis-Philippe est marchand à Saint-Antoine de Bienville et Virginie est la grande tante de

Charles. Ils ont signé le registre. Le 20 ou le 28 juin 1921, il épouse Alexina Martineau (1898-1971) à Saint-Michel. Alexina est la sœur d'Onésiphore qui a épousé Mary Marquis en 1916. Voici un autre exemple de mariages multiples entre des membres de deux familles. De cette union naissent quatre enfants à Saint-Charles. Tous leurs mariages ont lieu au même village.

a) Laval, né le 13 novembre 1923, épouse le 13 novembre 1945 Thérèse Lessard. Ils ont sept enfants : Jean-Pierre (14 janvier 1947), Charlotte (6 février 1948), Huguette (11 mars 1950), André (14 septembre 1951), Louise (13 avril 1956), Raymond (1^{er} septembre 1957) et France (02 mai 1964). Laval se souvient d'avoir pêché du doré dans la rivière Boyer. Comme sculpteur, il a laissé sa trace dans l'église de Saint-Charles. Il a décoré les caissons sous les fenêtres de la nef. Laval a aussi été maire du village de Saint-Charles entre 1979 et 1987.

b) Rolande (Rollande dans le registre), née le 21 septembre 1925, épouse Réal Labrecque (07-06-1926), le 24-10-1950. Ils ont cinq enfants : Colette (17-08-1951), Lorraine (07-07-1954), Robert (07-09-1955), René (14-09-1961) et Chantale (06-06-1969).

c) (Georges-Étienne) Claude nommé Jean-Claude, né le 15 mai 1933, épouse Hélène Prévost, le 25 juin 1955. Ils ont cinq enfants : François (09 mai 1956), Suzanne (9 mai 1960), Patrice (23 novembre 1964), Bruno (11 février 1966) et Geneviève (23 avril 1967).

d) Pierrette, née le 7 décembre 1935, épouse Henri Roberge, le 25 juin 1956. Ils ont trois enfants : Hélène (14 juillet 1957), Yves (16 septembre 1960) et Denis (21 mai 1965).

Comme son frère Edgar, Jean-Charles devient boucher et ses fils Laval et Jean-Claude le deviennent aussi à Saint-Charles. En 1930, Charles avait acheté la boucherie de son père. En 1938, il est très malade à la suite d'une pneumonie. Il devient incapable de travailler pendant plus de deux ans. Son fils Laval quitte alors l'école à 14 ans pour prendre charge de la boucherie avec sa mère Alexina. Charles vend sa boucherie à Laval en 1953. En 1978, Laval vend son commerce à son frère Claude et à son fils André qui s'occupera d'ouvrir une filiale à Beaumont. Il semble y avoir des prédispositions génétiques pour le travail de boucherie dans cette lignée des Marquis. Il y a, de plus, Paul-Émile Marquis, le frère d'Edgar et de Charles, qui devient boucher à son tour.

Jean-Charles et Alexina devaient être les parrains à la naissance de Doris Marquis. Ce ne fut pas le cas, car Alexina a donné naissance à Laval en novembre 1923 quelques jours avant la naissance de Doris.

6. (Edwidge Esther) **Bernadette** (1900-1925) décède tôt après son mariage.

Bernadette est née le 18 octobre 1900 à Saint-Gervais. Elle est baptisée le lendemain par le vicaire Labrecque. Ses parrains, Joseph Mercier et Mary Marquis, ont signé le registre. Elle décède, le 9 mai 1925, à l'âge de 24 ans et sept mois, quelques mois seulement après son mariage à Joseph-Auguste Côté à Saint-Charles le 27 octobre 1924. Ce couple n'a pas eu d'enfants. Bernadette a été couturière et son époux fut vendeur itinérant. Plusieurs années après la mort de son épouse, Joseph-Auguste, surnommé « le père Arsini » a passé quelques hivers dans la « shed » de son beau-frère Edgar Marquis à La Durantaye. Il prenait ses repas avec la famille et se retirait ensuite en solitaire dans son refuge.

7. (Octavie) **Germaine** (Adrienne) (1903-1994), l'excellente couturière qui récupérait tout.



Germaine est née, le 16 avril 1903, à Saint-Charles. Elle est baptisée le lendemain. Son parrain est François-Xavier Bélanger de Saint-Gervais, instituteur et oncle de Germaine. Elle épouse Alfred Roy, aussi originaire de Saint-Charles, le 6 juin

1923. Germaine est une excellente couturière qui effectue même des travaux de haute couture. Ce n'est probablement pas un hasard lorsque sa fille aînée Gemma devient chapelière et dessinatrice de mode. Germaine et Alfred ont sept enfants:

a) Gemma, née le 6 juin 1924, épouse le 28 octobre 1957 Magella Prévost à Beauport. Ils ont un fils, Jean-François (11 septembre 1961).

b) Clémence, née le 5 octobre 1926, épouse le 16 octobre 1954 Simon Bélanger à Beauport. Ils ont deux enfants, Renaud (14 octobre 1957) et Geneviève (13 janvier 1962).

c) Madeleine, née le 28 mars 1928, épouse le 12 août 1950 Marquis Earl Golden à Beauport. Ils ont quatre enfants : Hélène (29 juin 1951), Michel (27 juillet 1952), Robert (14 avril 1955) et Anne (25 août 1961).

d) Maurice, né le 10 mai 1932, est célibataire.

e) Jean-Guy, né le 25 juin 1938, a deux enfants avec Renée Piché : Martin (11 décembre 1968) et Vincent (17 août 1973). Jean-Guy est le conjoint d'Olive Legendre.

f) Laurette, née le 28 novembre 1942, est la conjointe d'Amando Gonzalez.

g) René, né le 11 janvier 1945, est célibataire.

Germaine a été particulièrement fort habile de ses mains et très dévouée pour les autres pendant toute sa vie. Elle décède en 1994 à l'âge de 91 ans. Sa sépulture a lieu le 2 août 1994.

8. (Pierre Alexandre) **Misaël** (1904-1906) s'empoisonne avec un insecticide

Misaël est décédé accidentellement à l'âge de deux ans, le 18 septembre 1906. Il est né le 5 septembre 1904 et baptisé le lendemain. Il a malheureusement ingurgité un insecticide dissout dans l'eau. C'était coutume à l'époque de faire tremper des papiers buvards contenant de l'insecticide contre les mouches.

9. **Paul-Émile** (1906-1988), sa conjointe est associée à la lignée d'Adélar Asselin.

Il est né, le 18 décembre 1906, à Saint-Charles et baptisé le lendemain. Les parrains sont Edgar et Marie Marquis, frère et sœur de Paul-Émile. Il épouse Philomène Marcoux « Catin » le 17 juillet 1929 à Saint-Charles. Philomène Marcoux, née le 25 octobre 1907, est la fille de Pierre Marcoux et Marie Asselin. Cette dernière est la sœur aînée d'Adélar et il s'agit de son second mariage. Paul-Émile et Philomène représentent une première union entre les lignées Asselin et Marquis. La deuxième sera celle entre Émilien Asselin, fils d'Adélar, et Doris Marquis, fille d'Edgar.

Par un autre heureux hasard, Paul-Émile devient boucher comme son père et ses frères Jean-Charles et Edgar. Il fut aussi menuisier et boulanger.

Son épouse Philomène fait d'excellents gâteaux en complément des pains de Paul. Elle fabrique de superbes gâteaux de noces et elle est une tisserande accomplie. Elle est aussi sage-femme et fait du bénévolat pour les autres. Lorsque Paul visitait sa belle-sœur Éva, celle-ci lui demandait de « boulanger » pour sa famille. Il acceptait avec plaisir. Paul-Émile et Philomène ont trois enfants.

a) Florence, née le 16 juillet 1931, épouse le 23 juin 1957 Jacques Picard à Saint-Charles. Ils ont trois enfants : Martin (23 mars 1958), Claude (29 décembre 1961) et Jean-François (20 avril 1964).

b) Jean-Paul, né le 15 juillet 1930, épouse le 13 juillet 1952 Marthe Boulé à Lévis. Ils ont sept enfants : Lise (04 août 1954), Jocelyn (15 août 1953), Céline (8 juillet 1955), Ginette (9 juin 1956), Michel (8 juin 1957), Lorraine (20 octobre 1958) et René (9 décembre 1962). Jean-Paul a un second mariage civil avec Josette Desrochers.

c) Roland, né le 2 décembre 1932, décède le 6 décembre 1949. Il était novice chez les Frères de l'Instruction chrétienne. Il décède quatre jours après son 17^e anniversaire de naissance.

Les fils de Paul-Émile, Jean-Paul et Roland, ne deviennent pas bouchers. Paul-Émile hérite de la dernière maison de ses parents à Saint-Charles. André Marquis, le fils d'Edgar est demeuré « en pension » chez Paul-Émile et Philomène lorsqu'il a travaillé comme boucher à Saint-Charles.

10. **Maurice Misaël** (1908-1908) ne vit qu'un mois. Maurice Misaël est né le 10 avril 1908 à Saint-Charles. Il décède le 20 mai de la même année. On retrouve aussi l'orthographe Mizaël.

11. (Pierre Jean-Baptiste Louis) **Philippe** (1909-1935), un excellent boulanger qui décède à cause de l'alcool frelaté.

Philippe est né le 16 avril 1909 à Saint-Charles. Trois jours avant ses 26 ans, il décède le 13 avril 1935. Célibataire, il travaille à la Boulangerie Bernard de Saint-Charles. Gérard Plante décède aussi de la même façon. D'autres personnes sont aussi très malades par cette mauvaise recette de « bagosse ».

Un membre de la lignée des Asselin connaît le même sort. Consulter la section concernant Pierre Asselin dont le fils Émile dit « Milon » succombe aussi à la toxicité de cet alcool frelaté.

12. **Lucienne** (Elmire Éva) (1910-2005), la jolie fille épileptique qui vit jusqu'à 95 ans.

Lucienne est née le 19 juillet 1910 à Saint-Charles. Elle y épouse Paul-Émile Lacroix le 26 octobre 1939. Paul-Émile est le fils d'Adélarde, laitier à Saint-Charles. Le même jour, a lieu aussi le mariage de Corinne Gonthier et Hervé Asselin

dans la même paroisse. Lucienne et Paul-Émile ont trois enfants.

a) Monique, née le 12 février 1942, épouse le 20 juillet 1974 André Bernatchez à Sainte-Marie (Beauce).

b) Jacques, né le 21 mars 1945, épouse le 2 août 1945) Huguette Dion à Honfleur.

c) Florence, née le 21 mars 1948, épouse le 17 avril 1972) Jean-Marc Leblanc à Sainte-Marie. Ils ont trois filles : Chantal (11 novembre 1972), Sophie (13 décembre 1974) et Lucie (23 mars 1976). Malheureusement, Lucienne doit s'adapter aux difficultés récurrentes de l'épilepsie. Malgré cette maladie, elle vivra 95 ans et une semaine. Lucienne décède le 26 juillet 2005 à Beauceville. Auparavant, elle avait vécu à Sainte-Marie en Beauce. Au moment de son décès, Lucienne n'a que Rose comme seule survivante de sa famille. Son époux, Paul-Émile, était aussi décédé.

13. **André Adjutor** (1911-1912), un autre fils qui n'atteint pas un an.

Il est né le 28 décembre 1911 à Saint-Charles. Il y décède, le 1^{er} octobre 1912. Comme son frère Misaël trois ans auparavant, il n'atteint pas son premier anniversaire de naissance.

14. (Eugénie Alma) **Marguerite** (1913-1998), celle qui travaille à l'occasion avec sa sœur Rose.



Marguerite est née le 7 mars 1913 à Saint-Charles. Elle demeure célibataire et travaille pendant plusieurs années avec sa sœur Rose à la résidence d'une famille bourgeoise de Québec. Marguerite est décédée à Québec en 1998 à l'âge de 85 ans.

15. (Léonie) **Rose** (Rose-Aimée) (1914-2008), la dernière survivante qui a vécu pendant 37 ans à Springfield.



Rose est née le 11 juin 1914 à Saint-Charles. La veille de son 36^e anniversaire de naissance (10 juin 1950), elle épouse Robert-François Joyal à Saint-Charles. Le couple demeure pendant 37 ans à Springfield où Robert est boulanger et concierge. Ils n'ont pas d'enfants.

Ils reviennent à Québec à la fin de leur vie active. Rose décède à Québec à la Villa Montcalm le 27 février 2008, à l'âge de 93 ans et huit mois. Rose a été la dernière survivante de sa famille. Robert-François était décédé avant son épouse.

Une tournée des anciennes écoles de Saint-Henri

par Pierre Prévost avec la collaboration de Denis Béchar

Bref historique du système scolaire

En 1801, l'acte 42 George III chapitre 17 établit des écoles élémentaires sous la direction de l'*Institution royale pour l'avancement des sciences*. Cette loi vise à minimiser le rôle de l'Église dans l'éducation. Monseigneur Plessis ne tarde pas à riposter en interdisant à ses prêtres de participer à l'établissement de ce régime qui allait affaiblir le nationalisme canadien-français.

En 1824, l'acte 4 et 5 George IV chapitre 31 établit des écoles élémentaires sous la direction des fabriques de paroisses. Cette loi autorise chacun des conseils de fabrique à réserver le quart de ses revenus annuels à la construction ou à l'entretien d'une école. Ainsi, des écoles allaient naître près des églises paroissiales pour la grande majorité.

En 1829, l'acte 9 George IV chapitre 46 pour l'encouragement de l'éducation populaire établit des écoles élémentaires sous le contrôle de syndicats élus et des membres du parlement. Des écoles de rang surgissent alors un peu partout dans le Bas-Canada rural. Selon l'auteur Gérard Filteau, on dénombre en 1829 au Bas-Canada quelque 262 écoles de ville, de village et de rang. En 1830, ce nombre augmente à 752, puis à 1074 pour l'année 1831. L'acte provisoire de 1829 est amendé et continué en 1832 par l'acte 2 Guillaume IV chapitre 20, mais expire au 1^{er} mai 1836. Les conséquences sont fâcheuses pour l'éducation dans la province, car, faute de subventions gouvernementales, environ un millier d'écoles doivent fermer leurs portes.

En 1841, les actes 4 et 5 Victoria chapitre 18, dites lois Sydenham, établit des écoles élémentaires sous le contrôle des conseils municipaux et d'un surintendant adjoint d'éducation pour chacune des provinces du Canada-Uni. Ces lois suscitent immédiatement de l'opposition de la part du peuple, car elle répartit une taxe scolaire sur tous les propriétaires fonciers, parents d'élèves ou non. Malgré les justifications répétées du surintendant Meilleur sur le mode de financement, le parlement doit modifier sa loi et remplacer la taxe obligatoire par une contribution volontaire. Ces lois de 1841 sont abrogées en 1845 pour le Bas-Canada, à l'exception de certaines clauses, puis abrogés de nouveau et remplacés en partie par une autre loi votée en 1846, l'acte 9 Victoria chapitre 27.

Cet acte 9 Victoria chapitre 27 de 1846 établit des écoles primaires sous le contrôle de commissaires d'école élus par le peuple et d'un surintendant d'éducation. Les commissions scolaires ainsi formées doivent assurer le financement et la gestion des écoles, qu'elles soient rurales ou urbaines. Mais la loi votée sous le règne de Victoria rencontre de farouches opposants, car elle réinstalle la taxe scolaire obligatoire, une mesure

qui devrait inciter les parents à envoyer leurs enfants à l'école. S'ensuit une violente polémique entre les tenants de l'éducation et le peuple détracteur appelée «guerre des éteignoirs» durant laquelle beaucoup d'écoles ferment. Par excès de colère, certains citoyens n'hésitent pas à mettre le feu aux maisons d'éducation. Une loi votée en 1849 maintient le principe de financement, soit le cinquième par l'État et le reste par la taxe scolaire et des contributions volontaires. Pour faire cesser la protestation, le gouvernement crée en 1851 un système d'inspection des écoles. Outre ses fonctions ordinaires, l'inspecteur nommé doit instruire la population sur le bien-fondé de la discordante taxe obligatoire.

En 1867, le Bas-Canada et le Haut-Canada sont réunis depuis 1841, mais demeurent responsables de l'éducation sur leur territoire respectif. En 1899, les volumes scolaires sont uniformisés dans les institutions. En 1942, tous les enfants de 6 à 14 ans doivent se présenter à l'école. En 1944, les manuels scolaires deviennent gratuits. En 1964 est créé le ministère de l'Éducation qui centralise l'éducation au profit des villes et villages. Les écoles de rang ferment presque toutes simultanément et sont vendues à des prix dérisoires.

Les écoles du village de Saint-Henri

Chose exceptionnelle, la vaste paroisse de Saint-Henri-de-Lauzon a compté plus d'une quinzaine d'écoles avant que ne surviennent les grands changements du milieu des années 1960. En remontant aussi loin que 1796, on retrouve déjà une école à Saint-Henri avec un maître d'origine berlinoise de nom de Jean-Baptiste Forcade de Rittberg. En 1824, Célestin Gauvreau, qui deviendra plus tard vicaire à Saint-Anselme, a pris place comme instituteur d'école. Il est bientôt remplacé par Charles Terny qui quitte aussi pour faire son vicariat. Le curé Joseph-Henri Lacasse (1785-1847), originaire de Saint-Charles, prend la direction des classes de 1825 à 1831. À partir de cette date, il est secondé par les instituteurs Roberge, Lemay, Rousseau, Bernier, Gosselin, Rouleau, etc.

En 1842, les sept écoles de Saint-Henri sont placées sous le contrôle des commissaires, contrairement à la majorité des écoles environnantes qui sont déclarées indépendantes par les citoyens. En 1844, une première école pour garçons est construite à Saint-Henri.

Le 27 juillet 1848 est instituée la Commission scolaire de Saint-Henri-de-Lauzon. Le notaire Latouche en est le premier secrétaire-trésorier. D'autres écoles de rang s'organisent dans les multiples concessions de Saint-Henri, une entité déjà amputée des concessions faite à Saint-Anselme, Saint-Jean-Chrysostome et Saint-Isidore.

À l'invitation du curé Joseph-Ferdinand Laliberté (1829-1906), les révérendes sœurs de Notre-Dame du Perpétuel Secours arrivent en renfort en 1889. Venues de Saint-Damien, ces religieuses vont plus tard éduquer les jeunes filles et les jeunes garçons de Saint-Henri dans une nouvelle école construite en 1899 sur la rive de l'Etchemin, en aval du pont faisant face à l'église. Pour cette première année scolaire, Sœur Saint-Ignace de Loyola assure le supérieurat du couvent ou «École modèle» assujettie à l'arrondissement numéro 1.

Une cinquantaine d'années plus tard, précisément en juin 1951, les religieuses enseignantes déménagent dans un édifice tout neuf, l'école Gagnon, nommée en l'honneur de l'ancien curé Arthur Gagnon (1886-1974). Fait inusité, ce curé Gagnon avait fait convertir, en 1944, son hangar à dîme ou «grainerie» en école à l'usage des garçons du second cycle. Joseph-Wellie Lemieux en était le premier instituteur.

Les écoles de Saint-Henri paroisse

L'école de l'arrondissement numéro 2, rang Saint-Jean-Baptiste, a été détruite par un incendie en 1936.



L'ancien couvent était situé près du pont de l'Etchemin, dans l'actuel Parc Berge Fleurie.



L'ancienne école des garçons ouverte pour la rentrée des classes de 1944.



Devenu obsolète avec la construction de l'école Gagnon, en 1949-1950, l'ancien couvent a été déplacé sur la rue de la Gare pour permettre l'élargissement de la rue principale et converti en immeuble à logements.

Elle a été remplacée par un autre bâtiment, lequel a été déménagé dans les années 1970 sur les abords de la route Kennedy, puis transformé en habitation unifamiliale. L'école de l'arrondissement numéro 3, rang Saint-Féréol et route Kennedy, a été démolie en 2010 pour permettre l'élargissement de la route 277. L'école de l'arrondissement numéro 4, chemin des Îles, n'a pas été localisée. L'école de l'arrondissement numéro 5, rang



L'ancienne école No. 2 est à l'adresse 2681, route du Président-Kennedy.



L'ancienne école No. 3 en cours de démolition, à la fin de l'été 2009, à l'intersection du chemin Saint-Jean-Baptiste et de la route du Président Kennedy



L'ancienne école No. 7 située près de l'intersection du chemin Jean-Guérin Ouest et de la route du Président Kennedy.

Bord-de-l'Eau Ouest, date d'après-guerre et remplace une autre plus ancienne. L'école de l'arrondissement numéro 6, rang Plaisance et rang du Bras, n'est plus sur son site d'origine. Elle était située à l'ouest du chemin conduisant à Saint-Jean-Chrysostôme, près de la rivière le Bras. L'école de l'arrondissement numéro 7, aux pointes de Plaisance, Bois-Clair Nord et Jean-Guérin Ouest, a été déménagée et convertie en duplex au début des années 1970.

L'école de l'arrondissement numéro 8, au haut du rang Jean-Guérin Ouest, est toujours debout. Elle est



Restaurée avec les soins de monsieur Jean-Marie Lalande, l'école No. 8 au numéro 550 chemin Jean-Guérin Ouest est un bijou du patrimoine bâti de Saint-Henri.



L'ancienne école No. 1 du haut de la Grande Grillade, au numéro civique 100



L'ancienne école No. 2, au 830, Grand-Grillade.

en excellent état de conservation grâce à son nouveau propriétaire qui l'a restaurée avec soin. L'école de l'arrondissement numéro 9, rang Saint-Patrice a servi de hangar et a été démolie récemment.

Les écoles de Rivière-Boyer

Étant donné que le territoire rural de Saint-Henri s'est scindé en deux municipalités distinctes en 1922, les écoles ont été renumérotées. L'école de l'arrondissement numéro 1, au haut de la Grande-Grillade, desservait aussi la Petite-Grillade. Elle existe toujours, mais a été convertie en habitation. Située à l'intersection de la route 277 et du chemin Grande-Grillade, elle est aujourd'hui méconnaissable avec sa nouvelle charpente de toit. L'école de l'arrondissement numéro 2, au bas de la Grande-Grillade, a été passablement transformée, car le propriétaire y a annexé un garage. L'école de l'arrondissement numéro 3, rang Saint-Félix, servait aussi aux élèves de la partie est du rang Trait-Carré qui devaient traverser la branche nord de la rivière Boyer sur un pont de fortune. Comme d'autres écoles, elle a été transformée en habitation. L'école de l'arrondissement numéro 4, centre du rang Trait-Carré Est, a été remaniée et convertie en habitation lorsque la Commission scolaire a pris possession d'une école toute neuve dans les années 1950. À son tour, la nouvelle école a été transformée en maison dans les années 1960, puis les nouveaux propriétaires



L'ancienne école No. 4 construite dans les années 1950, au 740, Trait-Carré Est.



L'ancienne école No. 6, au 904, Jean-Guérin Est.

l'ont rénovée récemment. L'école de l'arrondissement numéro 5, haut du Trait-Carré Est et Trait-Carré Ouest ou «Bout Noir», n'est plus sur son emplacement à l'intersection de la route 277 et du chemin Trait-Carré Est. L'école de l'arrondissement numéro 6, rang Jean-Guérin Est, est transformée en habitation. L'école de l'arrondissement numéro 7, rang Bois-Clair Sud, a



L'ancienne école No. 7, au 336, Boisclair.

été convertie en habitation. Cette dernière a connu de multiples propriétaires. La liste des écoles de Saint-Henri pourrait comporter certaines omissions ou détails pertinents. L'auteur invite le lecteur à l'en aviser ou à écrire un article dans le bulletin de la société. Des recherches dans le même sens devraient être faites pour les écoles des autres municipalités.



Bibliographie

- DOIRON, Jacques. *Les Écoles de rang au Québec*, p. 267, Les Éditions de l'Homme, 1979.
- LEMAY, Joseph-Armand, et MERCIER, Robert. *Esquisse de Saint-Henri de la seigneurie de Lauzon*, pp. 185-196, Les Éditions Marquis, 1979.
- MEILLEUR, Jean-Baptiste. *Mémorial de l'Éducation du Bas-Canada*, seconde édition, Léger Brousseau, Québec, 1876.
- TARDIF, Michel. La commission scolaire de Saint-Henri, dans le bulletin municipal *L'Henriçois*, mars 2007, p. 9.
- Entrevue et excursion en février 2012 avec madame Clémence Prévost, institutrice retraitée ayant enseigné dans trois écoles de Saint-Henri.
- Feuillet du bicentenaire de Saint-Henri édité à l'occasion des fêtes tenues en 1982.
- Pour joindre les archives des Commissions scolaires, à Montmagny, on peut contacter Michel Hudon, à la Commission scolaire de la Côte-du-Sud, courriel: michel.hudon@cscotesud.qc.ca Prendre rendez-vous...

Cet article n'aurait probablement pas vu le jour sans le secours de madame Clémence Prévost et de monsieur Maurice Gingras qui m'a généreusement donné un exemplaire du livre «Mémorial de l'Éducation du Bas-Canada» écrit par Jean-Baptiste Meilleur, ancien surintendant de l'Instruction publique pour le Bas-Canada.

Le Domaine seigneurial des Augustines à Saint-Vallier

De l'abondance au sacrifice...

(2^e partie) – Et ce qu'il en advint...

À la mémoire d'Alain Aubé, qui portait en lui une parcelle de l'histoire de Saint-Vallier

Nous avons abordé dans la première partie de cet article les divers travaux que les Augustines ont effectués sur leur domaine de Saint-Vallier et, par conséquent, le développement qu'elles y ont permis. Le domaine constituait pour l'Hôpital Général un apport important de céréales, de légumes, de viande, d'œufs, de poissons, sans compter le bois qu'il produisait. « Le sol y était productif en toute espèce de grains. On y trouvait en grande quantité le hêtre, le merisier, l'épinette, la pruche et l'érable; le chêne même n'y était pas étranger », peut-on lire dans *M^{sr} de Saint-Vallier et l'Hôpital Général de Québec* (S^r Saint-Félix, 1882). La guerre de Sept Ans allait modifier cette forte dynamique et obliger les religieuses de se départir du domaine, puis, ultimement, de la seigneurie. Voyons cela en détail.

À la suite de ce conflit, les sommes réclamées au roi par les religieuses de l'Hôpital Général se chiffrent à plus de 146 000 livres. Elles couvrent notamment les soins et rations donnés aux malades et blessés, qu'ils soient officiers, soldats, matelots, ainsi que les sépultures des soldats décédés. Les religieuses ont reçu environ 78 000 livres en acompte, ce qui laisse tout de même une lourde créance de 68 000 livres. La dette contractée auprès du marchand Benjamin Leconte est de 31 000 livres. Réclamations, poursuites et intérêts la font gonfler à plus de 50 000 livres. Elles touchèrent la somme de 26 914 livres qui leur revenait comme paiement final de la dette de roi, somme en deçà de leur créance.

Le démantèlement

À l'hiver 1762, la communauté donne une procuration, restée introuvable, au curé de Saint-Vallier, Thomas Blondeau, pour la vente d'une première terre (A). Dans une lettre du 2 mars 1762, le vicaire général et futur évêque Briand écrit au curé Blondeau, parlant des religieuses : « Elles sont dans une grande misère et je vous serai bien obligé si vous vouliez vous donner la peine de mettre la seigneurie sur le bon pied ». Quoi qu'il en soit, un premier contrat de vente, daté du 16 avril 1762, sera conclu avec Joseph Lacombe. Le produit de 700 livres permettra aux Augustines de régler quelques dettes urgentes, en attendant de recevoir leur compensation de la cour. Cette terre, « à déclasser du domaine », de 3 arpents de façade sur une lieue (80 arpents), soit la profondeur d'alors du domaine, est bornée au sud-ouest par la ligne qui sépare les deux fiefs de La Durantaye, et part du fleuve au nord. Elle sera bientôt divisée et correspond aux terres 172 * (au sud de la rivière) et à la moitié sud-ouest de la terre 165, aux terres 166 et 167 (au nord de la rivière).

*Les numéros réfèrent au cadastre abrégé de 1880, et l'équivalence avec les terres d'origine est approximative.

Deux ans plus tard, le 15 mars 1764, les religieuses vendent une seconde terre (B), conjointement au même Thomas Blondeau et à Antoine Fortier. Cette fois-ci, la terre de 4 arpents de façade sur 80 arpents de profondeur rapportera 1 050 livres. Le notaire Sanguinet commet une erreur dans l'acte, en situant le « nommé Lacombe » au nord-est. Son confrère Joseph Fortier corrige cette erreur dans un acte du 11 mai suivant lorsque les deux acquéreurs se divisent cette terre en chacun deux arpents de façade, Blondeau se réservant la partie sud-ouest, tandis que Fortier prend la partie nord-est. Elles correspondent respectivement aux terres 170 et la partie sud-ouest de 168, avec leur continuation jusqu'au fleuve, où se trouveront les lots 164 et la partie nord-est du 165.

Le 16 octobre 1764, devant le notaire Jean-Claude Panet, les seigneuses procèdent à la vente du restant du domaine « qui nous était d'un grand secours, pour les bestiaux et denrées que nous en tirions pour notre subsistance, ainsi que pour le bois de toute espèce, qu'il nous était facile de transporter par notre bateau ». Le marchand et futur notaire Joseph Riverin en fait l'acquisition pour 6 000 livres. La terre (C) de 5 arpents 7 perches de façade est bornée au sud-ouest par le nommé Fortier, puis au nord-est par le nommé Fortin. Cette terre équivaut en gros aux numéros 160, 162 et la partie nord-est du 168. Au bénéfice des lecteurs, situons avec les repères d'aujourd'hui le domaine d'antan, du moins le long de la route 132. Le domaine partait, au nord-est, de la limite actuelle séparant les lots # 160 et 157, et allait jusqu'à la limite de Saint-Vallier, du moins avant le rattachement de cette partie à Saint-Michel en 1974.

Nous avons posé la question, dans la première partie de cet article, quant à la largeur réelle du domaine des Augustines. À nouveau, si nous additionnons le nombre d'arpents sur le fleuve de ces quatre terres, nous arrivons, à la hauteur de l'actuel chemin de l'Anse, à un total d'à peu près 13 arpents, fort loin des 18 arpents recensés dans l'aveu et dénombrement de 1725. On peut croire que la mesure de la façade du domaine a été prise dans sa partie la plus large, soit à partir de l'extrémité nord-est de la pointe aujourd'hui nommée « à Labrecque », jusqu'à la limite des deux seigneuries, ce qui correspond à peu de chose près à 18 arpents.

La vente de la seigneurie

Cela dit, ce total de revenus de 7 750 livres ne suffit pas. Les représentations auprès de la cour française n'ayant pas permis le remboursement des dettes encourues, les Augustines, après discussions avec M^{sr} Briand, vendent la seigneurie de Saint-Vallier. « Que cette résolution ... nous coûta de larmes et nous laissa de regrets, car outre que cette propriété fut la seule qui nous fournit le pain et quelques autres secours, nous la tenions de notre Illustre Fondateur... Ainsi, nous acceptâmes 30 000 livres que M^r de Lanaudière nous offrait, ce qui

n'était qu'une assiette de soupe (comme on le dit alors) comparé à ce que cette propriété valait », peut-on lire dans les *Annales* de la communauté.

En 1767, il n'y a donc plus de domaine ni manoir seigneuriaux dans la seigneurie de Saint-Vallier, et Charles-François Tarieu de Lanaudière, mort en 1778, n'en établit pas de son vivant. Tout au plus, sa veuve Marie-Catherine Lemoine de Longueuil se réserve des « appartements » dans la maison du moulin à vent lorsqu'elle « occupera ou fera occuper les dits appartements », apprend-on dans un bail qu'elle signe avec le meunier Jacques Bernard en avril 1785 (Pierre-Louis Panet). Il est plus que probable que les rentes seigneuriales aient été versées par les censitaires à cet endroit, situé à l'ouest du chemin de l'église, à environ 300 mètres au sud du chemin du Roi. Au décès de la veuve de Lanaudière en 1789, il n'y a toujours pas de domaine selon son inventaire après décès, mais sous peu allait apparaître le domaine de l'Islet au 4^e rang, aujourd'hui à Saint-Raphaël.

Comment l'ex-domaine allait-il évoluer au fil des ans? Il nous semble qu'il ait attiré plusieurs notables (notaire, marchands, seigneur, juge de paix) ou d'ecclésiastiques, voire « d'écuyers », sans exclure les cultivateurs ou pêcheurs. Est-ce pur hasard? Est-ce causé par la position avantageuse de cette terre, au fond de l'anse qu'on appelle parfois « des Mères », à l'embouchure de la rivière Boyer? Est-ce le résultat de la gestion des religieuses qui augmenta la qualité et la valeur de cette terre? Il est difficile de répondre à cette question, mais laissons parler les documents.

L'obstacle de la rivière Boyer

Les acquéreurs ne tarderont pas à morceler les terres, séparant les parties situées au nord et au sud de la rivière Boyer, obstacle de taille pour qui veut cultiver. Dans sa partie sud, la terre A (172), bornée au sud-ouest par la ligne de séparation des deux seigneuries, restera dans la famille Lacombe durant presque un siècle. En 1859, François-Xavier Lacombe en fait don à sa fille Hélène, qui épousera l'année suivante Antoine Rochefort. Nestor, Arthur, Jean-Paul et Marc Rochefort la posséderont par la suite. La partie sise entre le fleuve et la rivière Boyer, portant les 167, 166 et la partie sud-ouest de 165, restera aussi dans la famille Lacombe une partie du XIX^e siècle, avant d'être divisée.

La partie sud-ouest de la terre B (170) passera en 1770 au décès du curé Thomas à Germain Blondeau, son frère. S'y succéderont Nicolas Fradet (1782), époux de Marguerite Lacombe, la fille du voisin Joseph Lacombe, Joseph Larivé (1790), Michel Tellier fils (1817), dont la famille est propriétaire depuis 1794 de la terre voisine au nord-est, Édouard Tellier (1826), son fils François-Xavier, Antoine Rochefort (1875), voisin du sud-ouest, enfin, Amédée (1877), Eugène (1901), Louis-Émile (1934) et André Rochefort. Du côté nord de la rivière, la terre 165 sera longtemps possédée par les familles Gautron et Bacquet dit Lamontagne, tout comme la famille Fortier, Jean (Jahan) et enfin Gourgues pour

la terre # 164. La partie nord-est de la terre B (168), acquise par Antoine Fortier appartiendra aux Tellier/Letellier, puis Théophile Breton (1907). Louis Breton (1913), Godfroi Lamontagne (1933) qui l'ajoute à celle qu'il possède au nord-est, enfin Philippe (1941), René (1965), Yvon (1979) et Dave Lamontagne.

La terre C (160 et la partie nord-est de la terre 168), acquise par Joseph Riverin, est la plus grande part de l'ancien domaine. Le 5 septembre 1772, devant le notaire Joseph Fortier, il vend une partie d'1½ arpent de façade, côté sud-ouest de sa terre, au sud de la rivière Boyer, au curé Charles Garault, partie ensuite acquise par Michel Tellier (1794), futur député du comté. Celui-ci l'ajoute à la terre qu'il possède déjà au sud-ouest, portant sa propriété à 3 ½ arpents de façade.

Le restant de la terre de Riverin, la partie nord-est qui fait désormais environ 4 ½ arpents, deviendra le cadastre #160. Le 30 décembre 1806, devant le notaire Augustin Larue, le notaire la donnera à sa nièce Angélique-Julie Evans qui réside chez lui depuis l'âge de 8 ans (en 1782). En février 1808, Joseph Riverin meurt, et sa nièce épouse en juillet Thomas-Alexis Gosselin. Avait-elle l'esprit d'entrepreneuse? On peut le croire, comme on le verra plus loin lorsqu'il sera question du pont. En deux transactions, le 26 décembre 1832 devant le notaire Louis Ruel et le 16 avril 1833 devant le notaire Charles Dugal, leur fille Marie-Élisabeth et leur gendre, Alexandre Fraser, la reçoivent en don. Fraser la vend à son tour le 31 mars 1874 devant le notaire Georges Larue à Hubert, Adéline et Anna Blouin. Saisie en 1877, elle sera reprise par François Blouin le 13 septembre. La partie sud-ouest est rattachée plus tard à la terre des Lamontagne, tandis que la partie nord-est restera dans la famille Blouin, passant à Téléphore (1902), Joseph (1925), Jean-Claude (1963) puis Yves Blouin (1988).

La terre des Mercier

Le 8 novembre 1771, devant le notaire Jean-Claude Panet, Joseph Riverin vend la partie nord de sa terre (C), entre le fleuve et la rivière Boyer (cadastre 162) à Thomas Cameron qui la revend le 21 octobre 1783 devant le notaire Joseph Riverin à Laurent Mauvide, coseigneur de Saint-Jean sur l'île d'Orléans. Ce dernier sera en conflit avec ses voisins du fond de l'anse de Saint-Vallier en 1790, car la pêche lui appartenant, tendue nord-est, vient couper leurs lots de pêche situés dans l'axe nord-ouest. À son décès, la terre passe aux mains de sa veuve, Marie-Anne Genest. Elle la loue, notamment le 23 novembre 1816 devant le notaire Augustin Larue à son voisin Joseph Carbonneau. Sont incluses une maison et une laiterie de pierres. Comme précisé dans la première partie de cet article, la maison qu'on retrouve sur cette terre, près du pont de la rivière Boyer, est faite de bois et a été érigée après 1830 ; elle n'est donc pas celle que les religieuses ont fait bâtir en pierre, bien qu'elle occupe à peu près le site de l'ancien manoir.

Le 7 octobre 1829, devant le notaire Augustin Larue, cette terre est léguée à son neveu de 25 ans, Jean-

Baptiste Mercier, fils de Joseph Mercier et de Marguerite Genest. Jean-Baptiste Mercier donnera la terre à son fils Léger le 16 mars 1872 devant le notaire Louis-Nazaire Roy. Celui-ci, malade, la lègue aux enfants nés et à naître de son frère Joseph, époux d'Amédine Cottin dite Dugal. En 1909, ces derniers font donation de l'usufruit de la terre à leur fils Napoléon Mercier, avec l'intervention de leurs sept autres enfants qui cèdent leurs droits au donataire. Sans enfants à son décès, Napoléon la légua à son épouse Angéline Fortier. Elle passera ensuite au frère de cette dernière, Placide. En 1976, c'est Jean Corriveau qui l'acquiert et c'est le fils de ce dernier, Guy, qui l'exploite aujourd'hui. La famille Mercier a érigé, à partir des années 1930, quelques chalets de famille sur le bord du fleuve, avant que soit loti pour la villégiature le secteur qui deviendra l'anse Mercier. Tout ce secteur sera annexé à Saint-Michel en 1974.

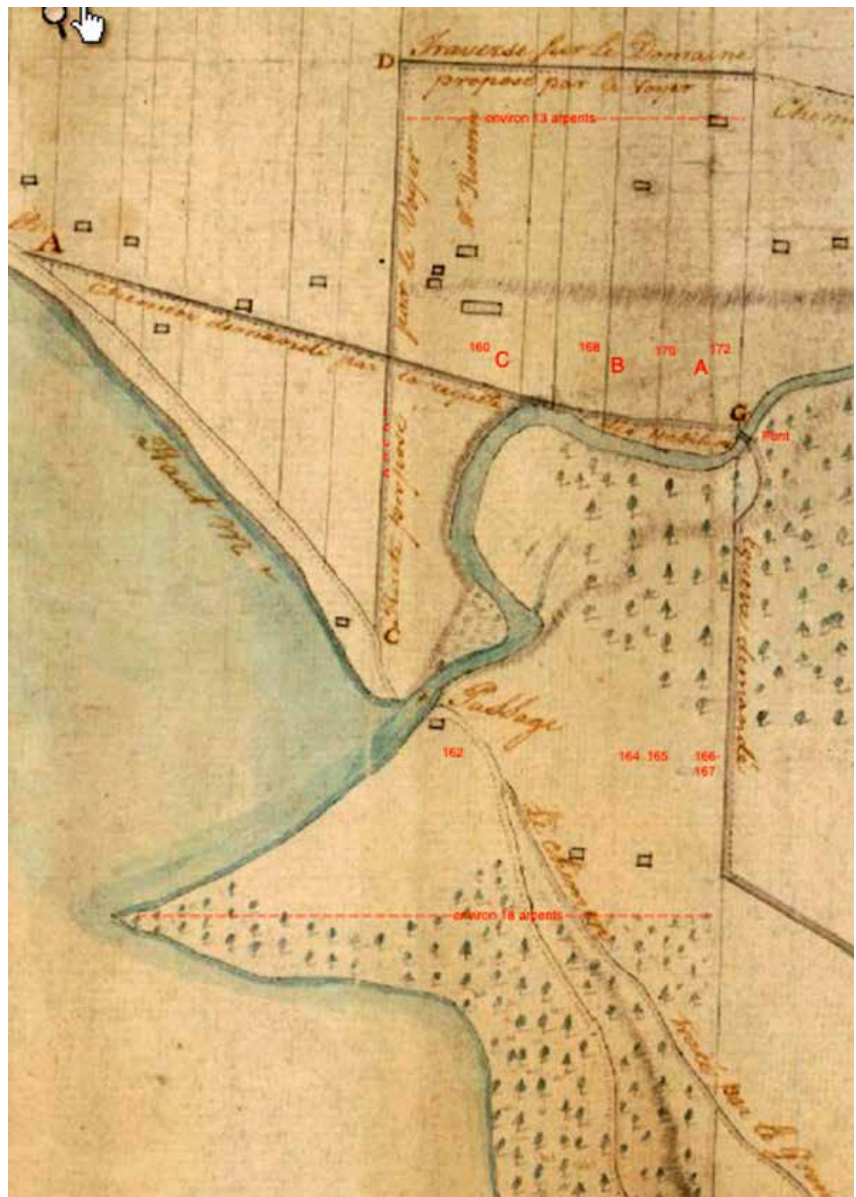
On a vu précédemment que les Augustines faisaient exploiter des pêches sur leur domaine. Cette activité s'est poursuivie sur près de 250 ans, jusqu'il y a environ 1965. Le 23 août 1870, devant le notaire Louis-Nazaire Roy, Jean (Baptiste) Mercier signe un bail avec François et Soter Ruelland, commerçants de Saint-Michel, pour louer la grève et un emplacement « pour tendre une ou plusieurs pêches ». Les preneurs y ont déjà une pêche, ce que vient officialiser cet acte.

C'est cet emplacement et cette pêche qui seront plus tard repris par la famille Labrecque.

L'impact du démantèlement

Le changement de statut de ce domaine et les transactions qui l'ont suivi causent peu à peu un réaménagement de ce secteur de Saint-Vallier. Passant d'une terre unique à plusieurs terres détenues par différents propriétaires, l'occupation du territoire s'en trouve modifiée. Ainsi, la division des terres en deux parties, de part et d'autre de la barrière géographique qu'est la rivière Boyer, oblige les nouveaux propriétaires du côté sud à s'y construire maisons et bâtiments agricoles.

L'établissement de nouveaux chemins s'impose. Ainsi, à la requête de la seigneuresse de Lanaudière, un plan est établi le 24 février 1785 par l'arpenteur Jeremiah McCarthy. Des chemins sont proposés pour donner accès aux terres à bois des habitants dans la 3^e concession de Saint-Michel. Ainsi, une route (qui existait encore en 1810) a été tracée à partir du chemin du Roi sur la



Plan d'une partie de la paroisse de Saint-Vallier et de celle de Saint-Michel sur lequel sont dessinés les anciens et les nouveaux chemins – 24 février 1785 - BAQ CA301 S45 D35
Détail annoté par l'auteur

limite nord-est de l'ancien domaine (entre les lots 157 et 160), donnant accès à un chemin traversant l'ancien domaine vers le sud-ouest. À cet effet, la proposition du voyer et la demande des habitants diffèrent, mais nous ignorons laquelle a été réalisée. Le chemin de l'Anse actuel se situe entre les deux propositions.

Le pont

Si les religieuses avaient conservé le domaine, on peut parier qu'elles auraient éventuellement construit et fait exploiter un pont sur la rivière Boyer. Il en existait bien un à la limite des deux seigneuries, à la hauteur de la seconde concession de Saint-Michel (rapport du voyer Jean Renaud, daté du 25 juin 1784), mais le passage sur le chemin du Roi se faisait toujours par bac. Le 10 octobre 1807, devant le notaire Augustin Larue, Angélique-Julie Evans, la nièce du notaire Riverin, engage François-Alexis Roi pour six ans dès

le 29 décembre suivant contre les $\frac{2}{3}$ des gains, comme « passer au pont connu vulgairement sous le nom de pont de la rivière des Mères [Boyer] », possiblement construit depuis peu, mais certainement depuis moins d'une vingtaine d'années. Le locataire pourra occuper avec sa famille la petite maison sise du côté nord-est du pont.

En 1812, le pont a besoin de réparations. Le parlement adopte un projet de loi (52 George III, chapitre XX) accordant pour 25 ans à Alexis Gosselin les droits de péage alors fixés, moyennant l'obligation d'entretenir l'infrastructure. En 1843, le même problème se pose, et les privilèges sont renouvelés pour vingt ans par le projet de loi (7 Victoria, chapitre LVI) qui concerne désormais la nouvelle propriétaire, Marie-Elisabeth Gosselin, fille du propriétaire précédent.

On constate ici les conséquences d'un conflit politique multinational sur le milieu de vie d'une petite communauté rurale. Les affrontements de 1759 forcent

les Augustines à se départir de Saint-Vallier, privant certains habitants d'un revenu d'appoint, peut-être compensé par le fait qu'une petite élite acquiert des terres issues du domaine. La dynamique du secteur en sera modifiée, imprimant des changements qu'on peut encore percevoir de nos jours. Pourtant, certains Valliérois continuent d'identifier les lieux comme étant « le domaine »...

Yves Guillet

(Yves Guillet, libraire et chercheur, est estivant à Saint-Vallier)

Sources :

- ANQ-Q (actes notariés, procès-verbaux, plans)
- Annales et livres de comptes des Augustines de l'Hôpital général de Québec
- Archives de l'archevêché de Québec
- Sincères remerciements à Sr Juliette Cloutier, Carole Corriveau, Martin Lamontagne et Yvon Robitaille

Le toponyme Buckland, l'enquête se poursuit

par Pierre Prévost

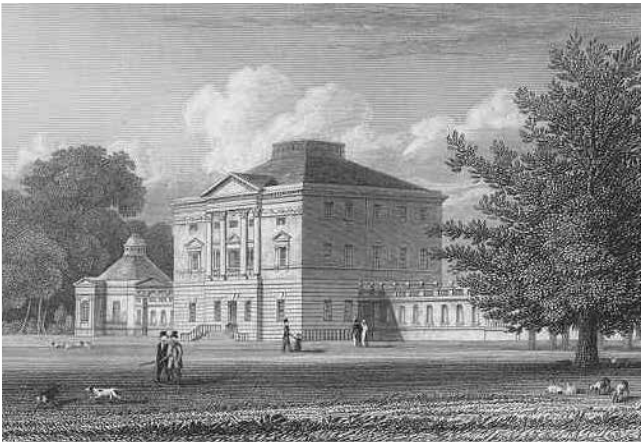
Dans la matinée du Jour de l'an, je quitte Londres en automobile et roule sur la A10 à destination de Cambridge et ses illustres collègues. Bien entendu, le conducteur (moi) est assis du côté droit, «On The Right Side» (sous-entendre «le bon côté»), et circule du côté gauche de la voie, une façon héritée de la lointaine Antiquité romaine. Mon œil aguerrri de conducteur à sa première randonnée en sol britannique discerne au loin un panneau indiquant «Buckland». Un petit sourire apparaît sur mon visage, je surveille mes rétroviseurs, d'autres autos suivent, je continue, actionne les clignotants et immobilise le véhicule. Après un moment d'hésitation, je rebrousse chemin pour immortaliser l'instant. Suis-je en ce lieu dont le toponyme a été repris en Bellechasse?



À l'approche de Buckland, photo de l'auteur, 2014.

À elle seule, l'Angleterre ne compte pas moins de 18 lieux-dits «Buckland». À la manière de Sherlock Holmes ou d'Hercule Poirot, je retiens trois pistes sérieuses : Buckland (Oxfordshire), Buckland (Buckinghamshire) et Buckland (Hertfordshire). Ces trois localités, modestes à première vue, existaient depuis belle lurette lors de la proclamation des cantons du Bas-Canada. Mais le fait qu'elles ne se soient pas développées au même rythme que certaines villes industrielles nous porte à les déconsidérer avec leurs quelques centaines de citoyens regroupés autour d'une petite église médiévale.

Le premier «Buckland» de la liste, dans l'Oxfordshire, est situé à une dizaine de milles au sud-ouest d'Oxford, centre administratif qui a accueilli la première université anglophone au monde. Comme Londres la capitale, située à une soixantaine de milles plus à l'est, Buckland côtoie la Tamise (Thames). La mention la plus ancienne de cette toponymie remonte à l'an 957 alors que le roi Edgar le Pacifique octroyait à l'un de ses sujets les terres englobant le lieu-dit «Boclande». Les Throckmorton, maîtres des lieux à partir de 1690, y ont habité un manoir jusqu'au milieu des années 1750. À ce moment, Sir Robert Throckmorton mandatait l'architecte John Wood de lui dessiner une somptueuse demeure de campagne. John Wood (fils) retoucha les plans et il en résulta une villa d'inspiration palladienne entourée de ses vastes et romantiques jardins. L'ancien manoir a été dès lors réaménagé en écurie. Nul doute que Buckland House dans son écrin de verdure faisait l'envie des autres propriétaires, nobles ou petits bourgeois.

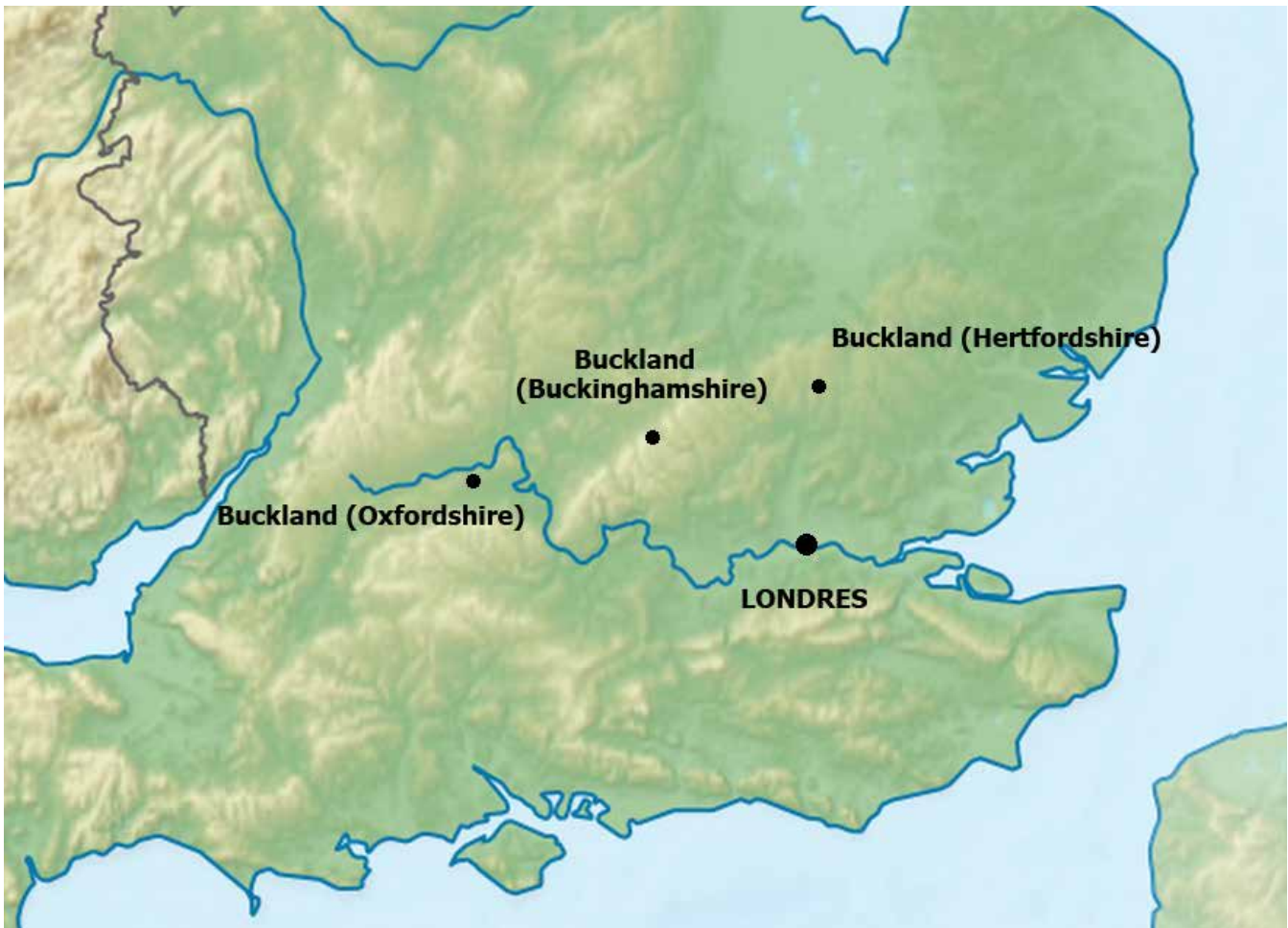


Cette gravure ancienne illustrant Buckland House témoigne du faste de certains propriétaires de l'époque de la dynastie des rois George.

La seconde localité dans la mire est un autre Buckland, dans le Buckinghamshire, à une trentaine de milles au nord-ouest de Londres. Son manoir était tenu par le diocèse de Dorchester-on-Thames avant que les Normands de Guillaume n'envahissent la Grande-Bretagne en 1066. Oui, Dorchester, titre dont a hérité Guy Carleton, gouverneur de la province de Canada. Fait à ne pas négliger, Lord Dorchester termina ses jours à Stubbings House, à une vingtaine de milles au sud du Buckland en question ou, si vous aimez mieux,

à une quinzaine de milles au sud-est de Dorchester-on-Thames qui, en passant, est aussi adjacent à la Tamise.

Arrive en bout de compte le Buckland de la photo, dans le Hertfordshire, lequel comté tient son nom de Hertford, chef-lieu de ce comté et ville voisine de Ware qui est un site occupé depuis des millénaires. Ware comme le canton des hauts de Bellechasse qui englobe Lac-Échemin. Certains ajusteront le tir en spécifiant que le canton de Ware tient son nom de l'arpenteur William Ware qui a exploré en l'amont de la rivière Etchemin en 1825, j'en conviens. Mais pour «Hertford», soit le nom primitif du comté de Bellechasse, cette coïncidence est quelque peu déroutante. Le ou les responsables de la dénomination de canton «Buckland» auraient-ils voulu transposer les deux toponymes de ce côté-ci de l'Atlantique? Ce dernier Buckland est bien plausible si on tient compte du lieu dit «Caxton» situé plus au nord, un toponyme qui ne passe plus inaperçu au Québec du 21^e siècle grâce à un conteur populaire. Et encore un peu plus au nord, au-delà de Caxton, on retrouve curieusement les lieux-dits «Huntingdon», «Godmanchester» et «Hinchinbrooke», des noms qui ont trouvé preneurs dans le haut-Saint-Laurent. L'énigme n'est pas tout à fait résolue. De mon côté, il me reste à investiguer les deux autres localités lors d'un prochain voyage au Royaume-Uni. D'ici là, j'attends les indices.



Excursion à l'Île-aux-Coudres

60 participants

Par Jean-Pierre Lamonde



Photo Jean-Pierre Lamonde

Le samedi 7 septembre 2013, un voyage organisé par la Société historique de Bellechasse (SHB) a eu lieu à l'Île-aux-Coudres. Une journée bien remplie dont le thème *Les moulins* a occupé la majeure partie du déplacement et des voyageurs. Une soixantaine de personnes d'un peu partout en Bellechasse ont participé à ce voyage en autobus de luxe, par beau temps et grand vent.

Après quelques heures à admirer le paysage, l'autobus est arrivé à Saint-Joseph-de-la-Rive pour prendre le traversier où nous attendait un guide fort qualifié qui nous a accompagnés à tous nos déplacements. Un premier arrêt fut à l'église patrimoniale de Saint-Louis en l'Île (1885), reconnue monument historique. Nous nous sommes ensuite dirigés vers les moulins de l'Île, un moulin à vent récemment restauré, et un moulin à eau. Réunis dans une salle de conférence à proximité, nous avons eu droit à une conférence sur la restauration du moulin à vent, puis à une dégustation des produits de la cidrerie Pedneault. Ensuite, ce fut la visite des deux moulins et les prises de photos. Le dîner a eu lieu à l'Auberge Les voitures d'eau. En après-midi, le groupe s'est déplacé pour la visite d'un autre moulin à eau, celui de Sales de Laterrière aux Éboulements.

L'excursion a connu un tel succès parce qu'une amie et membre de la Société historique, Marie-Josée Deschênes, a participé à l'organisation de la visite avec son conjoint Pierre Prévost. Marie-Josée a agi récemment comme architecte responsable de la restauration du moulin à vent de l'Île-aux-Coudres. Ils nous ont grandement facilité la connaissance des gens et des sites.

À l'automne 2014, il y aura un autre voyage de découverte. Serez-vous des nôtres ? Manifestez votre intérêt en me faisant parvenir votre adresse courriel à shb@shbellechasse.com



Moulin à vent Desgagnés - photo Paul St-Arnaud

Beudoin Roy Lavallée

Comptables agréés

CA Comptables agréés
du Québec

Serge Lavallée, C.A.

Tél.: 418 883-4747

Téloc. 418 883-3722

SAINTE-CLAIRE: 76, boul. Bégin, Sainte-Claire, Québec G0R 2V0

QUÉBEC: 1000 route de l'Eglise, 6^e étage, bureau 695, Québec (Québec) G1V 3V9

Planification 2014-2015 Au fil des ans

Vol	No	Saison	Date de tombée	Contenu	Responsable
26	1	Hiver 2014	1 fév	Général	JC Tardif
	2	Printemps	1 mai	Général	JC Tardif
	3	Été	1 août	Général	JC Tardif
	4	Automne	1 nov	Sœurs Notre-Dame du Perpétuel Secours (NDPS)	Pierre Lefebvre
27	1	Hiver 2015	1 fév	Général	JC Tardif
	2	Printemps	1 mai	Les écoles de rang en Bellechasse	R. Tessier
	3	Été	1 août	Général	JC Tardif
	4	Automne	1 nov	Présence du nationalisme politique en Bellechasse	Claude Lachance avec un collectif d'auteurs
28	1	Hiver 2016	1 fév	Général	JC Tardif
	2	Printemps	1 mai	Culture musicale et artistique	Y. De Blois
	3	Été	1 août	Général	JC Tardif
	4	Automne	1 nov	Les grands Bellechassois	JC Tardif

Parmi les projets futurs de recherche et de rédaction, mentionnons : La sauvegarde du patrimoine religieux de Bellechasse, Les croix de chemin en Bellechasse, L'immigration en Bellechasse, Les Italiens à Beaumont, La maison de Jean Dangeuger, Les autochtones en Bellechasse, Les infrastructures civiles en Bellechasse (ponts, barrages, moulins), Enquête sur le patrimoine bâti et citation de bâtiments par les municipalités, La cycloroute en Bellechasse et ses panneaux d'interprétation, Panneaux d'interprétation du Littoral (Circuit touristique et patrimonial du Littoral pour appareils intelligents)

Projet de restauration

Croix sur la montagne de Saint-Anselme

par Jean-Pierre Lamonde

Depuis 1780, une croix est installée sur la montagne à Saint-Anselme. Elle a été remplacée en 1930 par une structure imposante, mais l'usure du temps a fait son oeuvre. Elle est devenue l'ombre d'elle-même. Aussi, un groupe de citoyens s'est constitué en comité, a fait un sondage, et, fort de l'appui populaire, s'est mis à recueillir des fonds

afin de refaire la croix, consolider le socle, aménager le site et refaire l'alimentation électrique. Une initiative qui a besoin d'être appuyée. On peut en savoir plus sur le projet dans le dernier numéro du journal communautaire, http://www.st-anselme.ca/municipal/Documents/JRN_FEV_14net.pdf, ou en contactant Normand Blais au 418 665-8702.

Avis de convocation

Assemblée générale annuelle de la Société historique de Bellechasse

le 27 avril 2014 à 14 h à la sacristie de l'église de Saint-Anselme

Projet d'ordre du jour

Bienvenue à toutes et tous • Lecture et adoption de l'ordre du jour

Lecture et adoption du procès-verbal de 2013

Rapport du président • Rapport des projets particuliers • Rapport bulletin Au fil des ans

Bilan financier • Élections au CA

Questions • Tirage de prix de présence • Clôture de l'assemblée

La réunion sera suivie d'un goûter et d'une visite guidée d'un lieu de Saint-Anselme.



O'Farrell



Lapierre



JOHN O'FARRELL et LUCIE LAPIERRE, grands-parents

« Nous croyons à l'importance du patrimoine et de l'histoire de Bellechasse pour les générations actuelles et futures et nous encourageons les actions entreprises pour leur mise en valeur. Notre caisse aussi. »

Caisse Desjardins des
Monts et Vallées de Bellechasse

Caisse Desjardins du
Coeur de Bellechasse

Caisse Desjardins
des Seigneuries de Bellechasse



Desjardins
Caisses de Bellechasse